L'unité

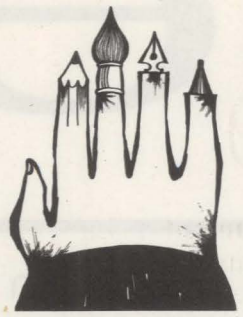
N° 67 - 2 F 50 | Hebdomadaire socialiste | 1er-7 juin 1973

Portrait de l'électeur socialiste

LA FAIM DES AUTRES



Au risque de vous plaire



Livres

ART

*** L'Univers de Rubens (Editions Scrépel, distribué par Weber).**

« Rubens fleuve d'oubli.. » écrivait Baudelaire. La source en est connue : très jeune, Rubens collectionnait les tableaux du Titien, de Tintoret, de Véronèse et de Brueghel. L'aboutissement ? Découvrez-le dans ce volume remarquable.

*** Les sculptures de Miro (Maeght Editeur).**

La sculpture est une part essentielle de l'œuvre de Miro. On aurait tort de l'ignorer. Les premières « constructions » datent de 1930. En 1944, Miro commence à modeler personnages et oiseaux. Depuis 1967 il consacre la plus grande partie de son temps à l'exécution de très nombreuses sculptures d'assemblage. Deux auteurs analysent cette aventure : le poète Alain Jouffroy qui insiste sur les liens de Miro avec le surréalisme, l'écrivain catalan Joan Teixidor qui met en avant les racines populaires de l'art de Miro.

BIOGRAPHIE

*** Jean Lacouture : André Malraux, une vie dans le siècle (Le Seuil).**

Regarder la vie de Malraux c'est se demander comment on peut changer de camp aussi facilement, comment on peut avoir combattu en Espagne contre Franco et interdire ensuite la représentation d'une pièce de Gatti contre Franco, comment on peut devenir le fantôme du conservatisme gâteux après avoir été l'apôtre extrémiste de l'anticolonialisme etc. Si le livre de Lacouture, lucidité et ironie à l'appui, montre le processus de ce glissement, il n'en explique pas les causes. Ceci étant, cette biographie est sans aucun doute la plus précise qui ait été écrite sur l'auteur de « La condition humaine ».

ENCYCLOPEDIE

*** Encyclopédie de la sexualité (Ouvrage collectif sous la direction de Robert Volcher, professeur à l'Université de Louvain) (Editions universitaires).**

50 médecins, psychiatres, psychanalystes, psychologues, sociologues et juristes ont collaboré à cet ouvrage. Aucune question n'est écartée, de l'anatomie aux comportements, de la psychologie sexuelle aux déviations, en passant par la contraception et l'avortement. Un livre utile assurément... si l'on en retire le moralisme un peu niais qui affleure de temps à autre.

HISTOIRE

*** Francesco Gamboa : Costa Rica (Editions sociales).**

Un pays en butte aux invasions. Avant-hier c'étaient les pirates avides d'or. Hier les pillards de la « United Fruit ». Aujourd'hui les agents, diversement déguisés, du Pentagone. Contre l'impérialisme des Etats-Unis, le peuple s'organise.

*** Albert Soboul : 1789, l'an 1 de la liberté (Editions sociales).**

Réédition d'un « classique ». La valeur de ce volume tenant surtout à l'impressionnante série de documents qu'il met à la disposition de tous.

*** Albert Mathiez : La vie chère et le mouvement social sous la Terreur (Payot).**

On a beaucoup écrit sur les aspects politiques de la Convention ; les autres — économiques et sociaux — ont été passés sous silence. Les travaux de Mathiez nous montrent comment, en 1793, les Montagnards furent obligés de céder aux « revendications alimentaires » des Enragés. Bureaucratie s'en suivit qui dut mettre en marche une immense machine de ravitaillement, un système de rationnement, etc. La Terreur naquit de cet appareil.

*** Georges Wellers : L'Etoile jaune à l'heure de Vichy (Fayard).**

Un travail méticuleux : l'auteur a recherché et rassemblé tous les textes des mesures législatives, administratives, policières et économiques prises contre les Juifs. Les fours crématoires ne sont que l'aboutissement de ce long processus.

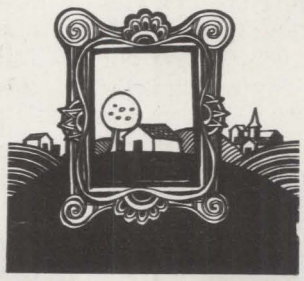
SOCIETE

*** Benigno Caceres : Loisirs et travail, du Moyen Age à nos jours (Le Seuil).**

L'Histoire a mis les loisirs au service du travail : il faut bien que les hommes reconstituent leurs forces ! Est-ce une voie pour le monde de demain ? Pour l'auteur, « le droit aux loisirs » va devenir une revendication essentielle. Maurice Druon, adepte de la culture élitaire, ministre de ladite culture, pratiquant de la médiocrité institutionalisée, démagogue amateur de « panem et circences », devrait lire ce livre...

*** Albert Memmi : L'homme dominé (Payot).**

Ce livre est sous-titré : « le Noir, le colonisé, le prolétaire, le Juif, la femme et le domestique ». Son but est clair : mettre en parallèle les conditions de tous les « dominés ».



Expositions

*** Galerie François (122, boulevard Haussman, Paris) : Don Eddy.**

Encore un « hyper-réaliste » ! Cela sent la recette. Même si ce Californien domine sa technique, même si ses carosseries de voitures et ses vitrines gonflées de victuailles paraissent plus vraies sous le pinceau que sur une photographie. Le procédé ne devrait pas faire long feu.

*** Galerie Suzanne Visat (6, rue Bourbon-le-Château, Paris) : Cogollo.**

Erotisme au pays des entrailles. Peintures rappelant des reproductions de planches à dissection. Viscères et ossements semblent entraver le rêve d'une réelle conquête plastique. Exhibitionnisme ou tentative d'exorcisme ? On ne sait. Mais on se doute que Cogollo doit avoir quelques problèmes avec son « ego ».

*** Carré Thorigny (rue Thorigny, Paris) : 3 expositions.**

Exposition Molière (à l'occasion du tricentenaire). Exposition Cécile Sorel (à l'occasion du centenaire). Exposition de dessins et travaux d'enfants : productions réalisées, dans les écoles, après les représentations de « Jeux de masques » (par le Théâtre national roumain).

*** Grand Palais : Ad Reinhardt.**

Né en 1913, mort en 1967, ce peintre américain s'est fait connaître dans les années 50 par ses « Black paintings » monochromes en forme de croix. Abstraction unicolore poussée à l'extrême. Dans les anthologies futures de l'art abstrait, un chapitre important lui sera sans nul doute consacré. La rétrospective actuelle en constitue l'ébauche.

Théâtre

PARIS

*** Théâtre de l'Est parisien : « L'Etourdi » de Molière, mise en scène de Jean-Louis Thamin.**

On a sans doute tort de laisser dans l'ombre cette pièce. Elle n'est pas seulement une « comédie pure ». Molière y approfondit déjà les caractères de ses personnages. Et on le voit, à la fin de l'œuvre, conseiller explicitement la ruse aux humbles... puisqu'ils n'ont pas d'autres moyens de lutte contre les riches !

BANLIEUE

*** Théâtre Daniel-Sorano (Vincennes) : « Les négriers » de Daniel Boukman, mise en scène de Med Mondo.**

L'histoire du peuple antillais à travers ses luttes. Le présent se mêle au passé et l'ennemi s'avère commun à toutes les époques : le colonialisme plus ou moins déguisé de la métropole. Amateurs d'exotisme s'abstenir.

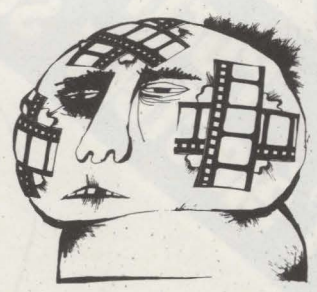
*** Théâtre de l'Ouest parisien (Boulogne-Billancourt) : « Valise sans parole » par le Cockpit Theater of London.**

Comment, à partir d'un ronflant discours de Sicco Mansholt, les Britanniques voient le Marché commun... et en rient.

PROVINCE

*** Maison des jeunes et de la culture (Annecy) : « Soldats » de Carles Reyes, par le Théâtre Eclaté.**

Un auteur colombien a pris pour sujet les conflits sociaux qui eurent lieu dans la zone bananière de la province de Magdalena, à la fin de l'année 1928. On y voit un gouverneur envoyer l'armée contre les grévistes, pour protéger les intérêts de la compagnie américaine United fruit company. On y voit surtout les soldats réaliser leur propre situation : fils du peuple, on leur demande de réprimer le peuple...



Cinéma

*** Marco Ferreri : La grande bouffe.**

A base de mangeaille, de baisaille, de rots, de vents et d'immondices, comment le quatuor de quadragénaires Mastroianni - Piccoli - Noiret - Tognazzi se suicide collectivement. Non pas simplement une satire de la société de consommation, mais une douloureuse parabole, un film de moraliste hanté par la Camarde, dont la ruse est ici de se travestir en institutrice grassouillette. La sauce de Ferreri est épaisse, très épaisse ; ses développements, parfois longuets. Mais cette grosse artillerie lui permet de donner l'un des films les plus puissants de ces dernières années.

*** François Truffaut : La nuit américaine.**

La première réalisation française à nous faire vivre vraiment le tournage d'un film. Mais bien plus que cela : une œuvre de magie noire sur cette alchimie merveilleuse qui s'appelle le cinéma. Un hymne d'amour de Truffaut à son équipe — de la maquilleuse à la star — et à son métier. Pour qui aime un tant soit peu le cinéma, cent quinze minutes de plaisir ininterrompu.

*** Après Cannes.**

Exceptionnellement depuis ce mercredi, cinq films attendus : « De l'influence des rayons gamma sur le comportement des marguerites » de Paul Newman (avec Joanne Woodward) ; « Les dix derniers jours d'Hitler » (avec Alec Guiness) ; « Le Far West » de Jacques Brel ; « L'impossible objet » de John Frankenheimer ; « Junior Bonner » de Sam Peckinpah. Et le dernier né de Woody Allen : « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe sans jamais oser le demander ».

Sommaire

4

Enquête : Portrait de l'électeur socialiste

Les socialistes proposent

7

Editorial : L'enjeu de Grenoble

8

Entretien : André Bergeron : « Un rôle à jouer, quoi qu'il arrive »

10

Sécurité sociale : Une grande malade

11

Atome : Au nom de la France.

12

Diplomatie : Trop de glace à rompre

13

Football : Grosses têtes et pas de jambes

14

Vacances : Le carnaval de l'été

16

Circulation : La guerre des piétons

La voie clandestine

17

Exposition : Picasso en Avignon

18

Opinion : Pour une politique culturelle socialiste, par Bernard Pingaud

19

Document : La faim des autres

23

Mots croisés

24

Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS
Gérald Bloncourt (page 10) Jean-Pierre Coureul (pages 2, 22) Jean-Pierre David (page 15) France-Match (page 21) Keystone (page 19) Pascal Lebrun (pages 8, 9, 10) Sabadel (pages 1, 14, 16) Christian Spillemaecker (age 17) Vasco (pages 4, 5, 6, 13) Viva (page 20).

POUR DES MILLIERS DE NOUVEAUX LECTEURS

Ce numéro 67 de « l'Unité » est adressé spécialement, à titre de prospection, à plusieurs milliers de personnes qui, au cours de la dernière campagne électorale, ont marqué leur intérêt pour le Parti socialiste, notamment en répondant à l'appel à la souscription publié dans un certain nombre de grands journaux.

Il nous est apparu qu'un très grand nombre de ces sympathisants ne connaissent pas encore l'hebdomadaire du Parti socialiste. Nous nous adressons donc spécialement à eux pour leur demander de prolonger le soutien qu'ils ont apporté il y a quelques semaines aux candidats socialistes, en souscrivant aujourd'hui un abonnement d'un an à « l'Unité ».

C'est, pour nous, l'occasion de rappeler que la vie de ce journal est très directement fonction du nombre et de la fidélité de ses abonnés. A cet égard, les résultats que nous avons obtenus jusqu'ici sont à la fois encourageants et insuffisants. Beaucoup de ceux qui devraient normalement contribuer au développement des moyens d'expression des socialistes ont jusqu'à présent négligé de s'abonner à « l'Unité » ou ne le lisent qu'irrégulièrement. Sans doute ont-ils des critiques à lui faire. Nous avons toujours été prêts à les entendre et à en tenir compte dans toute la mesure possible, mais, précisément, cette mesure serait d'autant plus grande que notre hebdomadaire atteindrait un plus grand public et disposerait, du même coup, de plus importants moyens financiers.

C'est pourquoi nous demandons à nos lecteurs, ceux qui nous connaissent depuis longtemps et ceux que nous touchons aujourd'hui pour la première fois, de faire un nouvel effort. Chacun d'eux connaît au moins un ami qui pourrait devenir un lecteur régulier, ou mieux un abonné de « l'Unité ».

En quelques semaines, si chacun y met du sien, plusieurs milliers de nouveaux lecteurs pourraient ainsi être gagnés. Cette période de préparation du congrès de Grenoble, qui va susciter un nouvel intérêt dans l'opinion, doit être l'occasion d'accroître la diffusion de ce journal. Nous remercions à l'avance tous ceux qui voudront bien nous y aider.

L'UNITE

Portrait de l'électeur socialiste

Le congrès du Parti socialiste, qui siègera du 22 au 24 juin à Grenoble, va définir les lignes d'action du Parti pour les deux années à venir. Il ne fait aucun doute qu'il confirmera la stratégie unitaire qui a conduit à la signature du programme commun et qui a été approuvée le 4 mars dernier par 11 millions de suffrages. Mais la tâche des délégués au congrès sera, en même temps, de préciser et d'approfondir les thèmes à partir desquels, comme le souligne la « motion Mitterrand », le Parti



socialiste compte « s'adresser à la grande masse des Français, dont l'immense majorité est victime du système actuel, même si certains d'entre eux croient encore en être les bénéficiaires ».

Dans cette perspective même, il est important de mieux connaître qui sont les 4 900 000 électrices et électeurs qui viennent d'exprimer leur confiance au Parti socialiste en apportant leurs voix aux candidats de l'U.g.s.d.

Une étude post-électorale de la Sofres, dont « le Nouvel Observateur » a publié cette semaine quelques-unes des conclusions, permet de réunir à ce sujet un certain nombre d'éléments dont il nous paraît intéressant de présenter une analyse plus complète.

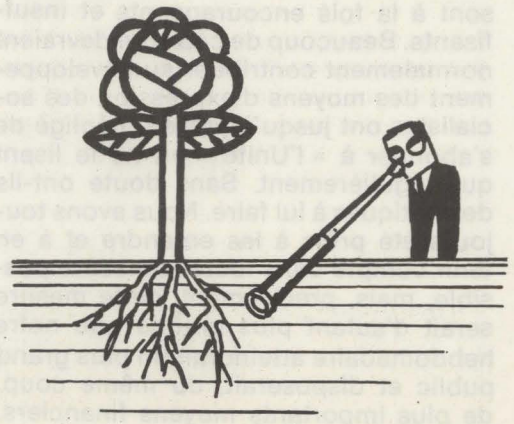
Le bond en avant

L'étude en question fait apparaître tout d'abord que la géographie de l'électorat socialiste rappelle dans ses grandes lignes celle de l'électorat fédéré de 1967 et 1968. Les mêmes bastions se marquent toujours, sur la carte, dans la France du Nord — industrielle et agricole — dans le nord-ouest du Massif central et dans le Sud-Ouest aquitain et pyrénéen. Inversement, les mêmes zones de faiblesse relative se rencontrent encore en Alsace, en basse Normandie ou dans les terres catholiques du sud-est du Massif central.

Cette permanence des grandes structures géographiques est pourtant moins visible entre 1968 et 1973 qu'entre 1967 et 1968. C'est que la progression n'a pas été uniforme : elle est plus marquée dans les zones de faible implantation que dans les bastions traditionnels du socialisme français. On peut même dire que le Parti socialiste progresse pratiquement en raison inverse de son implantation. Là où il était bien implanté, il ne fait que conserver ses positions — reculant même un peu par rapport à 1967 dans le Nord et le Centre. Là où il était faible, il fait un véritable bond en avant ; par exemple, les départements des Côtes-du-Nord, de la Mayenne, du Finistère, de la Moselle, du Bas-Rhin, de l'Isère, de la Savoie, etc.

Il semble que cette progression dans les zones de faible implantation soit due, dans une large mesure, à un changement dans le comportement des électeurs catholiques, qui paraissent avoir été sensibles à la fois à l'évolution du nouveau Parti socialiste et à celle de l'Eglise là où celle-ci, surtout dans le bas clergé, tend à se désolidariser des forces conservatrices. Dans les grandes villes, et notamment à Paris, la poussée socialiste rappelle celle du « mendésisme » à l'époque du Front républicain. Ce qui peut laisser penser qu'une partie des classes moyennes aisées et assez bien informées qui avaient été intéressées par le renouveau du Parti radical en 1956, se tourne aujourd'hui vers le Parti socialiste.

Au moyen de différents sondages, la Sofres a cherché à savoir d'où viennent les électeurs socialistes, quelles sont leurs orientations vis-à-vis des principaux problèmes en jeu dans l'élection



et comment ils se comportent au second tour de scrutin.

Sur 100 électeurs socialistes de 1973 qui ont également voté en 1968, 62 viennent de la Fédération de la gauche, 6 du Parti communiste et 6 du P.s.u., mais 26 des différentes formations de la majorité. Un peu plus du quart de l'électorat socialiste de 1973 — un peu plus du cinquième, si l'on tient compte des nouveaux électeurs — a ainsi été gagné sur le centre et la droite.

On peut ajouter que, sur 100 électeurs socialistes de 1973 qui ont également voté en 1969, 78 avaient voté « non » au référendum d'avril qui a provoqué le départ du général de Gaulle. Mais 43 % seulement avaient voté pour un candidat de gauche à l'élection présidentielle du 1er juin 1969 (17 % Defferre, 12 % Duclos, 10 % Rocard, 4 % Krivine), alors que 31 % s'étaient prononcé pour Alain Poher et 25 % pour Georges Pompidou.

Le sondage post-électoral de la Sofres montre en outre que les candidats du Parti socialiste ont bénéficié, au second tour, du report de la quasi-totalité des suffrages communistes — soit beaucoup plus qu'en 1967 — auxquels s'est ajouté le transfert d'environ un cinquième des électeurs centristes du premier tour — soit sensiblement moins qu'il y a six ans. On peut en conclure qu'une partie des anciens électeurs centristes ayant déjà rallié le Parti socialiste au premier tour, ceux qui avaient voté « réformateur » se sont reportés en plus grand nombre vers la majorité le 11 mars dernier.

Changer la vie

Si l'on cherche maintenant à caractériser plus précisément l'électorat socialiste en 1973, il apparaît clairement qu'il s'agit d'un électorat de gauche. Sur 100 personnes ayant voté socialiste au premier tour, 69 % se situent, en effet, à gauche ou à l'extrême gauche ; 23 % au centre ou dans le marais ; et 8 % à droite ou à l'extrême-droite. D'autre part, cet électorat est d'accord avec les principaux thèmes du programme socialiste et en particulier avec l'objectif « Changer la vie ». 58 % des électeurs socialistes déclarent, en effet, que « l'espoir de changer quelque chose à leur situation personnelle, à leurs problèmes », a eu beaucoup d'importance dans leur choix le jour des élections.

Plus précisément, les thèmes de la campagne auxquels les électeurs socialistes déclarent avoir attaché le plus



Jeunes socialistes, dimanche dernier, devant le Mur des Fédérés.

d'importance sont ceux sur lesquels le Parti socialiste a constamment mis l'accent : meilleure gestion des fonds publics, mesures sociales, changement du personnel politique au pouvoir, etc. L'électorat socialiste est beaucoup plus proche, à cet égard, de l'électorat communiste — y compris sur les nationalisations, auxquelles 61 % se déclarent favorables — que de celui de la majorité et des « réformateurs ».



En ce qui concerne les institutions, les électeurs socialistes se prononcent massivement (77 % contre 16 %) en faveur de la réduction à cinq ans du mandat du président de la République, qui, fin mars 1973 — c'est-à-dire avant que Pompidou ne s'en déclare partisan — rencontrait, en revanche, l'hostilité des électeurs de la majorité (50 % contre, 34 % pour).

Sauf peut-être en ce qui concerne la politique étrangère, où les électeurs socialistes paraissent moins hostiles au gouvernement, le P.s. peut donc considérer que son électorat est proche des thèmes qu'il a défendus. Il ratifie dans sa majorité le choix décisif que le Parti a fait en signant le programme commun. Une minorité importante reste cependant réservée à l'égard du Parti communiste : un sondage publié par la Sofres à la fin de février 1973 indiquait que 33 % des électeurs socialistes considéraient qu'au sein d'un éventuel gouvernement de gauche, le P.c.f. « chercherait à tirer les ficelles à son profit ».

Ces réserves expliquent sans doute que la discipline au second tour ait été moins parfaite lorsque le candidat unique de la gauche était un communiste que lorsqu'il s'agissait d'un socialiste. On a déjà noté que le « déchet » a été plus sensible là où socialistes et communistes se sont souvent opposés dans le passé : Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Haute-Vienne. Cependant, le report des voix socialistes sur des candidats communistes s'est mieux fait qu'en 1967. Et là où les électeurs socialistes n'ont pas voulu donner leurs suffrages au candidat communiste, ils ont plus souvent préféré voter blanc ou s'abstenir que de se prononcer pour le candidat de la majorité. Ce qui permet à la Sofres de souligner que « si le second tour de 1973 a été globalement moins favorable à la gauche que celui de 1967, ce n'est pas parce que les électeurs de gauche ont été moins disciplinés, mais parce que les électeurs centristes se sont davantage reportés sur la majorité. »

Jeune et masculin

Il reste enfin à analyser quelques critères sociologiques de l'électorat socialiste. Ils apparaissent aussi de l'enquête post-électorale effectée par la Sofres à la fin de mars 1973.

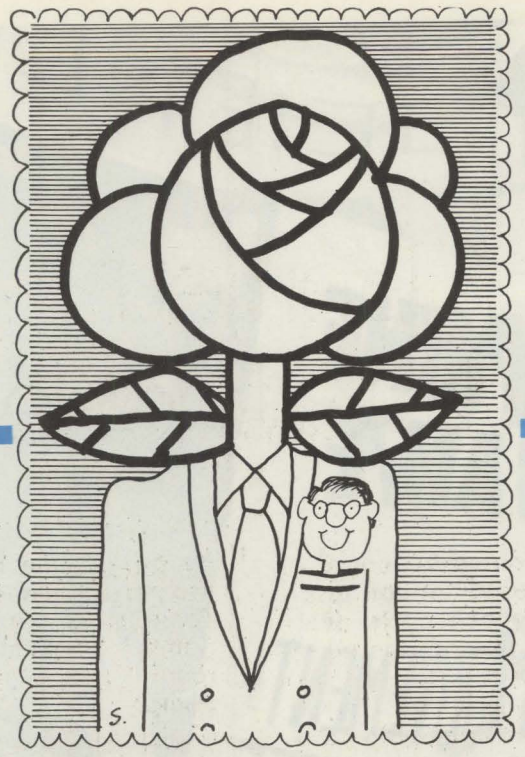
Sur le plan socio-démographique, l'électorat socialiste se révèle comme étant d'abord masculin (55 hommes et 45 femmes pour 100 électeurs) et relativement jeune : 28 % de 21 à 34 ans, 35 % de 35 à 49 ans, soit une proportion à peu près du même ordre que celle du Parti communiste.

Il est, d'autre part, intéressant de noter que les votes socialistes sont particulièrement nombreux parmi les électeurs installés depuis seulement un ou deux ans dans leur résidence — ce fait a déjà été noté dans plusieurs départements de la région parisienne. Moins soumis à l'influence des traditions locales, ces électeurs ont sans doute été sensibles au renouveau du P.s. D'autant qu'il s'agit souvent de déracinés qui subissent davantage les difficultés quotidiennes, en matière de transport notamment, et qui sont donc attirés par les thèmes qualitatifs du programme socialiste.



Par rapport aux revenus, l'électorat socialiste est le plus nombreux dans les catégories intermédiaires (de 1 000 à 3 000 F par mois) : on trouve là, en effet, 24 % de voix socialistes sur 100 suffra-

→



ges exprimés, contre seulement 21 % dans la catégorie de ceux qui gagnent moins de 1 000 F par mois. Mais sur 100 électeurs socialistes, 39 gagnent seulement entre 1 000 et 2 000 F par mois.

Ouvrier et employé

L'étude de la Sofres fait d'ailleurs apparaître, du point de vue de la profession, que les milieux les plus favorables au Parti socialiste sont le milieu ouvrier (27 %), celui des commerçants et artisans (23 %) et celui des cadres moyens et employés (23 %). Le vote socialiste est, en revanche, très nettement endessous de sa moyenne chez les agriculteurs, d'une part, et chez les cadres supérieurs, d'autre part.

Si l'on considère les seuls salariés actifs, le Parti socialiste recueille 24 % des suffrages exprimés par cette catégorie, contre 30 % au Parti communiste et 28 % à la majorité. Mais les résultats de chaque parti varient sensiblement suivant la taille de l'entreprise où travaille le salarié. Le Parti socialiste vient en deuxième position derrière la majorité, mais devant le P.c.f., dans les petites entreprises (moins de 50 salariés). Il vient en tête, à égalité avec le Parti communiste, dans les entreprises moyennes (de 50 à 200 salariés). Malgré une certaine progression, il reste nettement dépassé par les communistes dans les grandes et très grandes entreprises.

Enfin en ce qui concerne les critères socio-culturels, il apparaît que le vote socialiste est particulièrement fort chez les électeurs ayant suivi un enseignement technique et dont 27 % se prononcent pour le P.s. Il est plus faible chez les électeurs ayant un niveau d'instruction supérieur : 17 % seulement de votes socialistes dans cette catégorie.

Une plus grande homogénéité

Du point de vue de la pratique religieuse, le Parti socialiste obtient encore plus de suffrages de la part des électeurs « sans religion » (26 % de ceux-ci déclarent voter socialiste). Mais il a nettement progressé dans l'électorat catholique : 13 % de catholiques « très pratiquants » et 24 % de catholiques « peu pratiquants » déclarent voter socialiste — contre respectivement 2 % et 21 % pour le Parti communiste et 65 % et 36 % pour la majorité. D'une façon plus précise, 62 % des électeurs socialistes appartiendraient aujourd'hui à cette catégorie de « catholiques peu pratiquants ».

Dernier critère, qui ne concerne évidemment que les salariés : l'affiliation syndicale. Il montre que les syndiqués de Force ouvrière et ceux de la C.f.d.t. sont proportionnellement plus favorables que ceux de la C.g.t. au Parti socialiste. Mais, compte tenu de l'importance respective de ces trois confédérations, le nombre des membres de la C.g.t. est beaucoup plus important que celui des autres syndiqués au sein de l'électorat socialiste : 24 % contre 7 % de membres de la C.f.d.t., 8 % de Force ouvrière, 11 % d'affiliés à d'autres syndicats, dont la Fen, et aussi 50 % de non syndiqués. Il faut également retenir que, sur 100 suffrages exprimés par les salariés, 29 % de voix cégétistes vont au Parti socialiste (contre 58 % au Parti communiste), qui recueille 30 % des voix des syndiqués de la C.f.d.t. et autant de la part de ceux de Force ouvrière, dont, cependant 21 % déclarent voter communiste.



Au terme de cette analyse, la Sofres souligne que l'existence de certaines réticences à l'égard du Parti communiste ne doit pas masquer la transformation qui s'est produite dans l'électorat socialiste et notamment les progrès réalisés au niveau géographique comme au niveau sociologique dans le sens d'une plus grande homogénéité. C'est cette tendance qui donne au Parti socialiste une situation particulière au sein de l'union de la gauche. Face à la majorité conservatrice, qui est également présente dans toutes les régions et dans tous les milieux sociaux, c'est en effet le Parti socialiste qui apparaît le mieux équilibré à gauche pour constituer le noyau d'une coalition à vocation majoritaire.

ANTOINE VIOLET

Les socialistes proposent

EN FAVEUR DES JEUNES SOLDATS.

Les socialistes souhaitent que tous les jeunes effectuant leur service bénéficient de la gratuité S.n.c.f. pour leurs permissions. (Question écrite d'André Lebon).

POUR LES PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE.

L'Education nationale a besoin d'un service de santé scolaire décent, pour lequel il faut prévoir un effort de recrutement et de rémunération (questions écrites de Louis Besson et de Jean-Pierre Cot). De même est inquiétante la situation des enseignants en arts plastiques, et celle des maîtres d'internat et surveillants d'externat, injustement privés des mesures prises en faveur de la catégorie B — c'est à partir de l'indice de celle-ci qu'ils sont habituellement rémunérés. (Questions écrites de René Gaillard et de Michel Sainte-Marie).

POUR LES RETRAITES.

S'indignant qu'un retraité paie 25 % d'impôt de plus qu'un salarié, les socialistes demandent que les retraités bénéficient de la déduction fiscale de 10 % accordée aux salariés. Ils souhaitent, par ailleurs, que les personnes admises à la retraite avant le 1er janvier dernier bénéficient elles aussi du calcul de leur retraite sur la base des dix meilleures années d'activité. (Questions écrites d'André Laurent et de Louis Mermaz).

LE LOGEMENT DES JEUNES TRAVAILLEURS.

En faveur du logement des jeunes travailleurs, les socialistes veulent que l'allocation soit portée à 100 F, que sa procédure de versement soit simplifiée et que soit réévalué le loyer-plafond des jeunes en foyers. (Question écrite de Louis Longequeue).

LA SECURITE DU TRAVAIL.

Après le quintuple accident mortel du viaduc d'Hérouville s'impose la généralisation, sur les chantiers de travaux publics, de comités de sécurité dotés de pouvoirs réels de contrôle. (Question écrite de Louis Mexandeau).

L'enjeu de Grenoble

Nous voici à trois semaines du Congrès du Parti socialiste et l'attention que l'ensemble de la presse porte dès maintenant à sa préparation confirme qu'il s'agira d'un événement important.

Il convient donc de faire le point.

D'abord pour répéter que la direction du Parti issue du Congrès d'Epinay se présentera devant celui de Grenoble avec le sentiment d'avoir scrupuleusement accompli le mandat qui lui avait été alors confié. Nul ne conteste d'ailleurs le redressement qui a été opéré au cours de ces deux années, le renouveau du Parti, son audience accrue, son dynamisme retrouvé en même temps que la fermeté de ses positions à partir de la stratégie unitaire qu'il a choisie et des thèmes du programme socialiste et du programme commun qui sont — et demeurent — la base de son action. Tout cela est admis par chacun, mais autorise tout particulièrement François Mitterrand et ceux qui ont signé la motion qui porte son nom à faire valoir un argument de poids : la meilleure garantie que les militants peuvent avoir de voir se poursuivre la politique entreprise depuis deux ans est de faire à nouveau confiance à ceux qui ont su respecter les engagements pris.

Chacun sent bien d'ailleurs que le Congrès de Grenoble n'a pas pour objet de remplacer une direction par une autre. Tout au plus, celle qui « gouverne » le Parti depuis Epinay sera-t-elle « élargie ». C'est, d'ailleurs, l'indication qui ressort du Comité directeur de la semaine dernière, qui a pris acte de l'accord intervenu entre les premiers signataires de la motion dite Mitterrand et les auteurs de la contribution proposée par Alain Savary et plusieurs de ses amis.

A vrai dire, si, dans les jours qui viennent, les militants de l'ensemble des sections vont avoir à partager leurs suffrages sur quatre ou cinq motions — ainsi le veut la règle démocratique au sein du Parti — la quasi-totalité d'entre eux se retrouveront facilement d'accord sur quelques idées fondamentales qui figurent dans tous les textes : le Parti socialiste ne saurait développer son action que dans le cadre de l'union de la gauche ; il doit se doter des moyens nécessaires pour renforcer son implantation et son rayonnement parmi les couches et catégories sociales qui ne sont pas encore gagnées aux idées de la démocratie socialiste ; il doit, dans le cadre de l'approfondissement du programme commun, poursuivre avec ses partenaires, et notamment avec le Parti communiste, la discussion d'un certain nombre de questions essentielles qui n'ont reçu jusqu'à présent que des réponses incomplètes.

Parmi ces questions figurent, d'une part, l'autogestion, d'autre part, l'avenir européen. Il serait artificiel d'en faire des lignes de clivage à l'intérieur du Parti socialiste entre ce qui serait son aile gauche et ce qui, par antithèse, constituerait sa droite. Ce sont, au contraire, des questions sur lesquelles il convient de poursuivre entre tous une réflexion approfondie débouchant sur des initiatives concrètes et réalistes. C'est, en tout cas, ce souci que l'on retrouve dans la motion dont il est déjà certain qu'elle recueillera la majorité des mandats et autour de laquelle une synthèse plus large encore devrait pouvoir se réaliser au cours du Congrès.

Il est d'autant plus souhaitable que les socialistes fixent clairement leur position sur ces deux questions que le Parti communiste vient lui-même de les aborder en termes nouveaux. La préoccupation exprimée par le dernier Comité central de voir se démocratiser les institutions européennes — auxquelles le P.c.f. ne portait jusqu'ici qu'un faible intérêt — rejoint d'une certaine manière, même si la finalité de ces institutions reste encore conçue différemment, un souci depuis longtemps manifesté par les socialistes. La définition donnée par Georges Marchais de l'autogestion — le mot même provoquait naguère encore un blocage de la part des communistes — permet de poursuivre un débat capital pour l'avenir du socialisme français et qui n'avait pu être tranché lors de l'élaboration du programme commun de gouvernement.

Le Congrès de Grenoble devra tenir compte de tous ces faits et prendre les initiatives qui permettront au Parti socialiste de jouer un rôle déterminant dans la nouvelle offensive que l'on attend de la gauche unie. Devant l'aggravation des tendances autoritaires et réactionnaires du Pouvoir actuel, celle-ci constitue plus que jamais l'unique recours. Aucun socialiste ne saurait l'oublier.

CLAUDE ESTIER

André Bergeron : « Un rôle à jouer, quoi qu'il arrive »

Il y a quelques semaines, « l'Unité » a entrepris de donner successivement la parole aux dirigeants des grandes centrales syndicales françaises. Le premier entretien a eu lieu avec Georges Séguy, secrétaire général de la C.g.t. (voir notre numéro du 4 mai). *C'est aujourd'hui André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, qui exprime son point de vue en répondant aux questions de Michèle Backmann. Notre prochain interlocuteur sera Edmond Maire, secrétaire général de la C.f.d.t., que nous interrogeons au lendemain du congrès que celle-ci tient cette semaine à Nantes, puis James Marangé, secrétaire général de la Fen.*



André Bergeron avec Michèle Backmann.

L'UNITE : « Vous venez de rencontrer Georges Pompidou. Que vous a-t-il dit ? Etes-vous satisfait de cet entretien ?

ANDRE BERGERON : Le fait que j'ai rencontré le président de la République ne revêt aucun caractère exceptionnel. J'ai rencontré chaque année le président de la République au moins deux fois. Il est arrivé que nous rendions publics ces entretiens. Il est arrivé que nous ne le fassions pas, pour des raisons qui nous appartiennent. Il est normal que le responsable d'une organisation syndicale éprouve le besoin d'aller dire au premier magistrat de la République quelles sont les préoccupations des salariés. Ceci est un aspect de la vie syndicale permanente telle que nous la concevons.

Il m'a semblé percevoir chez le président de la République une volonté d'aider les personnes âgées. Je lui ai posé toute une série de questions concernant les intentions réelles du gouvernement dans cette matière et Pompidou m'a dit entre autres : « Je suis convaincu qu'il ne faut plus faire de cadeaux, de petits cadeaux (je reprends ses termes) et qu'il faut y aller carrément. » Et quand les journalistes m'ont demandé à la sortie ce que je pensais de tout cela, j'ai déclaré que sur ce point j'étais satisfait, puisque c'est ce que nous avions revendiqué depuis toujours.

— N'avez-vous pas l'impression de pécher souvent par excès d'optimisme ? Ainsi, en août dernier, parlant du relèvement des bas salaires à l'émission télévisée « L'actualité en question », vous déclariez : « Je prends le pari que ce problème évoluera dès la rentrée dans le bon sens ». Croyez-vous avoir gagné ce pari ? Beaucoup ne sont pas de cet avis.

— Il ne faut pas croire que la vie syndicale n'a pas été permanente depuis le mois d'août dernier. Il y a eu des quantités d'accords signés. Je vais vous donner un simple exemple : prenez les O.s. de chez Renault, qui étaient en cause dans la grève. Ils sont payés autour de 2 000 F par mois.

— Je crois qu'ils gagnent plutôt 1 500 F que 2 000 F.

— Avez-vous tenu compte de tous les éléments ? Avez-vous vu nos camarades du syndicat Renault ?

— Se sont-ils beaucoup manifesté dans la grève ?

— Ils se sont beaucoup manifesté dans les grèves. Seulement il y a eu des divergences d'appréciation à la fin du conflit, au sujet de la fameuse consultation de la base. Mais nos camarades étaient engagés dans la grève au même titre que les autres.

Pour en revenir à ce qui s'est passé depuis août dernier, il y a eu des discussions, il y a eu des grèves, et il y a eu l'action syndicale qui s'est manifestée de toutes sortes de façons. Ce qui fait que les choses ont plutôt évolué. Qu'elles aient évolué suffisamment, sûrement pas ; mais je n'ai rien à retirer à ce que j'ai dit. Il est sûr que la moyenne des salaires a évolué.

— Vous êtes donc optimiste ?

— C'est une question que je n'aime pas qu'on me pose. Cela ne veut rien dire. Je crois que l'action syndicale, comme toujours, donne des résultats. Ce n'est jamais suffisant et il faut aller encore bien au-delà. Pour cela, encore faudrait-il que les salariés en France acceptent, en plus grand nombre qu'aujourd'hui, de s'intéresser à leurs propres affaires. Je ne dis pas que les gens doivent venir à Force ouvrière, j'admets qu'on ne plaise pas à tout le monde. Mais il y a suffisamment d'organisations pour que chacun puisse y trouver la place correspondant à sa manière de voir. Et je ne vous cache pas que je préfère voir un ouvrier syndiqué à la C.g.t. ou à la C.f.d.t. plutôt qu'un ouvrier non syndiqué.

— Que pensez-vous de la politique sociale du nouveau gouvernement ?

— Le gouvernement, les gouvernements d'une manière générale, font droit aux demandes dans la mesure où ceux qui viennent les présenter représentent quelque chose. Il est évident qu'il faut bien aller expliquer quelles sont les revendications, et pourquoi nous les présentons. Mais nous savons parfaitement que ce n'est pas parce que nous sommes allés voir Messmer que les problèmes seront résolus pour autant. Je ne fais pas de pronostics. Je ne lis pas dans le marc de café ou la boule de cristal. Je ne sais pas ce qui sera fait, ou pas fait. Je sais qu'au cours des dernières années, bien des objectifs ont été atteints, grâce à l'action syndicale.

— Par quels moyens d'action pensez-vous obtenir les réformes que vous réclamez ?

— Vous savez, il n'y a rien de nouveau en cette matière. Quel est le rôle du syndicat ? D'abord nous réfléchissons pour savoir comment, de quelle manière, et dans quelles formes nous allons présenter nos revendications. Lorsque ce travail a été effectué, il faut bien que nous le présentions aux patrons, lorsque cela relève de leur compétence, ou au gouvernement, quel qu'il soit. Nous essayons de parvenir à des compromis.

Prenons les conventions collectives. Je suis frappé par tout ce qu'on raconte

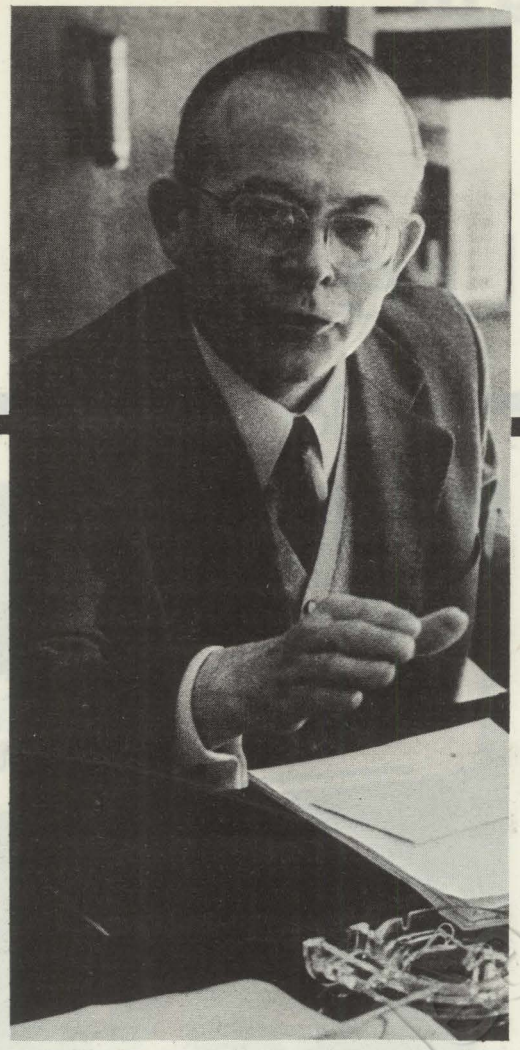
sur la politique contractuelle. J'ai commencé à militer en 1936. Je suis entré aux Jeunesses socialistes en 1936. J'ai adhéré au syndicat du Livre en 1936. J'ai fait les grèves de juin 36. Et l'une des conquêtes fondamentales de cette époque a été la reconnaissance du droit pour les syndicats de négocier ce qu'on appelait les contrats collectifs de travail. Aujourd'hui, nous ne faisons rien d'autre que de travailler dans le cadre des dispositions que nous avons demandées et obtenues. La pire des choses pour le mouvement syndical serait que cette possibilité n'existe plus. Il n'y a pas 50 alternatives : ou le mouvement syndical peut présenter des revendications, les négocier, se battre éventuellement pour les faire aboutir, ou c'est l'Etat qui fixe les salaires et les conditions de travail. Nous sommes résolument contre une telle formule parce que nous savons où cela mènerait. Nous sommes donc pour la liberté contractuelle. Mais la politique contractuelle n'est pas une fin en soi, comme le disait lors d'un congrès fédéral Antoine Laval, secrétaire de la Fédération des métaux. C'est tout simplement une méthode et un moyen d'action.

— A propos de moyens d'actions, vous avez déclaré à « France-Soir », le 25 avril dernier : « Nous sommes prêts à nous engager dans l'action, mais pas dans des aventures ». Pouvez-vous nous dire où finit pour vous l'action et où commence l'aventure ?

— Je ne crois pas à ces formes d'action qui sont aujourd'hui à la mode. On fait un défilé, on fait la grève le matin, on s'arrête le soir. Si les journaux n'en parlaient pas, cela passerait inaperçu les trois quarts du temps. J'ai été élevé dans une autre conception des choses. Maintenant, on rassemble les gens dans la cour de l'usine. On est pour, on est contre, et puis le lendemain on va au travail. Ce sont des formules qui ne sont pas bonnes. La grève est une affaire sérieuse, à laquelle on a recours quand tous les autres moyens d'action ont été épuisés.

— Vous semblez faire preuve d'une grande méfiance à l'égard de la base.

— D'abord nous voulons être maîtres de notre propre comportement. Cela veut dire que l'action de l'organisation sera toujours déterminée par ses adhérents. Nous n'entendons pas nous laisser mener par des réactions émanant de rassemblements dont on ne sait pas très bien ce qu'ils sont, et dont on définit fort mal les contours. C'est-à-dire que le jour où nous estimons devoir arrêter



une grève, nous voulons l'arrêter sans que notre comportement soit subordonné à des réactions extérieures au mouvement syndical lui-même.

— Vous avez d'ailleurs déjà dit que lorsqu'on fait un accord on ne doit consulter que les adhérents du syndicat.

— Parfaitement.

— Est-ce qu'on ne peut envisager qu'un accord concerne tous les salariés ?

— Non. Je ne vois pas en vertu de quels principes on accorderait aux inorganisés un exorbitant droit d'arbitrage entre les organisations syndicales.

— Antoine Laval vient de demander la semaine de 30 heures pour les O.s. Pensez-vous qu'avec une politique de concertation, et les moyens d'action que vous préconisez, vous pourrez obtenir cela, alors que les autres syndicats, qui mènent depuis plusieurs années une campagne active sur la semaine de 40 h, se heurtent à bien des difficultés ?

— D'abord, je voudrais vous sortir de la tête cette idée de politique de concertation. La concertation est le début de l'action syndicale. Laval a voulu dire : on arrivera difficilement à supprimer du jour au lendemain le travail au rendement. Mais au moins, essayons d'obtenir d'une manière pratique, réelle et concrète, une amélioration des conditions de travail de ces gens, en allongeant leur week-end.

— Quels sont vos rapports avec la C.g.t. et la C.f.d.t. ?

— Aucun.

— Pourquoi ?

— Je n'en sais rien, on verra plus tard.

— Un sondage vient d'être publié. Il montre que plus de la moitié des adhérents de F.o. ont voté pour le programme commun aux dernières élections. Ne croyez-vous pas qu'il y a pour le moins un décalage entre ce choix de vos militants et la règle d'apolitisme de votre confédération ?

— Absolument pas. Je suis allé voter. Je souhaite que tous les adhérents de F.o. aillent voter. Mais je n'ai pas la prétention ni le désir de les prendre par la main pour les mener aux urnes. Ce n'est pas le rôle du syndicat. Il appartient au syndicat de donner aux citoyens des éléments d'information leur permettant de porter un jugement d'une manière valable. Mais le syndicat ne peut pas s'engager dans une voie politique. Il a vocation d'accueillir tous les salariés, quels que soient leurs choix politiques et leurs opinions religieuses.

— Toujours à l'émission « L'actualité en question », en août dernier, vous avez déclaré ne pas pouvoir porter de jugement sur le programme commun car vous ne l'aviez « lu qu'en diagonale ». Avez-vous eu le temps depuis de le lire plus complètement, et pourriez-vous maintenant formuler un jugement sur le programme commun ?

— Il y a des choses qui sont bonnes. Il y en a d'autres qui ne me plaisent pas.

— Lesquelles ?

— Je ne vais pas en faire état.

— Vous avez déclaré le 6 avril au quotidien « la Croix » : « Nous avons toujours eu de bonnes relations avec les syndicats américains... Je peux vous donner l'assurance que, depuis des années, nous ne recevons plus un centime d'eux. » Ce qui revient à dire que vous avez reçu, disons, des aides extérieures. Quand, pourquoi et de qui ? Pourquoi cela a-t-il cessé et depuis combien de temps ?

— Nous avons été aidés à la scission par tout le mouvement syndical libre international. Ce qui est naturellement de la calomnie — et ce sont les communistes qui ont lancé cela à l'époque — c'est de prétendre que nous avons été montés de toutes pièces par la C.i.a. Ce sont des histoires de fous. Je n'ai rencontré personne de la C.i.a. Mais ce qu'il y a de sûr, de vrai, c'est que nous avons été aidés par le mouvement syndical international, et je dirais même qu'il y a encore 4 ou 5 ans, nous avons été aidés par la Confédération européenne des syndicats libres. Mais maintenant nous ne percevons plus un centime de l'extérieur. »

Une grande malade

« La grève de la Sécurité sociale ne doit pas accentuer encore les cas particulièrement dramatiques de certains assurés sociaux, déclare un syndicaliste C.f.d.t. Pendant la grève de Mai 68, nous étions parvenus à surmonter le problème. Il faut recommencer. »

Pourtant, l'affaire est délicate. Déjà, avant la grève, 500 000 dossiers restaient en souffrance pour la seule région parisienne. Les 5 millions d'assurés — 8 millions avec leur famille — pour Paris et les six départements limitrophes ne constituent pourtant pas une surprise démographique. Mais les 18 000 salariés de la Sécurité sociale n'y suffisent pas, ni les 218 centres d'accueil, ni les 23 camionnettes qui recueillent les dossiers, ni les 52 permanences dans les hôpitaux de Paris.

Grève ou pas, l'engorgement est le mal chronique de la Sécurité sociale. Elle a réussi cet exploit : mécontenter à la fois ses usagers et faire descendre dans la rue la grande majorité de ses employés. Plusieurs raisons expliquent comment un service public peut se dégrader en 20 ans.

Verres teintés obligatoires

Au manque de personnel — 1 000 postes en moins, au minimum, pour la région parisienne — s'ajoute un manque dramatique de locaux. Au point qu'il n'est plus possible à l'administration d'engager de nouveaux effectifs, faute de bureaux où les installer. « Heureusement qu'il y a 25 % d'absentéisme en moyenne entre les maladies et les congés, ironise un syndicaliste. Sinon, il n'y aurait pas de chaises pour tout le monde ! » Et encore, quelles chaises ! Dans les rares locaux récemment construits, l'architecture des lieux n'est guère fonctionnelle comme rue de l'Argonne, dans le XIXe arrondissement. Le travail en souffre et les employés s'en plaignent. Au Centre de la prévention des accidents du travail, les bureaux sans fenêtre sont monnaie courante. L'éclairage au néon, plus bricolé qu'installé, condamne les employés à porter des lunettes aux verres teintés au bout de quelques années.

Quand l'administration obtient enfin du ministère des Finances les crédits pour construire de nouveaux bâtiments, il lui faut d'abord penser économies. Au centre de Paris, la tour Maine-Montparnasse, et à Bagnolet, où le terrain est moins cher, le centre de formation professionnelle de la Sécurité sociale. Avec la plus proche bouche de métro à 4 km.



Quand l'usager arrive dans des locaux rébarbatifs, il lui faut attendre. « Deux heures au minimum », dit un guichetier de la caisse primaire de la rue de Dunkerque. Les employés grévistes connaissent parfaitement les raisons de ces lenteurs. « Pour obtenir un cœfficient de paiement décent, raconte un technicien, il nous faut traiter au moins 60 cas par jour. Quand c'est un dossier de rhume banal, cela ne prend que dix minutes. Mais pour un cas complexe de longue maladie, il nous faudrait une demi-journée de recherches. Comme il n'en est pas question, on vise et on « liquide ». Et comme ça jusqu'à 120 dossiers



par jour. Il y a la note à la fin de l'année pour nous persuader de travailler vite. » Quant au contrôle, il s'effectue dans les mêmes conditions d'artisanat et de boulimie de dossiers. Le contrôleur doit opérer par sondage parmi les mille dossiers qui défilent chaque jour dans son service et ne peut en vérifier réellement que 250.

35 ans = 1800 f

L'adjonction d'ordinateurs dans cette administration engorgée n'a guère produit de résultats. Si ce n'est d'apporter une charge considérable de travail à chacun. Sans compter les exigences de l'électronique, auxquelles la majorité du personnel n'avait pas été préparée. Résultats : l'automatisation a réussi à bloquer les dossiers pendant plus de six mois, ce qu'aucune grève n'avait réalisé.

La formation professionnelle à la Sécurité sociale ne permet pas de monter bien haut en grade. Elle permet surtout aux commis d'ordre — salaire de 1 041 F par mois, soit 900 F nets — d'abandonner les archives pour essayer de passer techniciens. Huit semaines pour ingurgiter le code de la Sécurité sociale et ses 200 nouvelles dispositions qui paraissent chaque année, c'est trop peu. A peine 20 % de réussites, pour se retrouver guichetier « hautement qualifié » avec un salaire brut de 1 348 F par mois. « Nous étions le personnel le mieux payé de la Fonction publique il y a 20 ans. Maintenant, nous sommes les plus mal payés. Au bout de 35 ans de carrière, en tant que guichetier, je toucherai 1 800 F par mois », constate amèrement un syndicaliste. Le recrutement est difficile et n'arrive pas à compenser le départ à la retraite de 140 employés par mois ces temps derniers. Qui peut s'en étonner, quand l'image de marque de la Sécurite sociale est un déficit légendaire, et quand les 120 milliards de francs redistribués aux assurés font figure de charité consentie à des mendiants ?

Une tentative sera sûrement faite de laisser pourrir le conflit en opposant le public au personnel en grève. Mais le gouvernement ne doit pas s'y tromper : un service social correctement rendu commence d'abord par des employés bien payés et travaillant dans des conditions décentes. Tel est le prix d'une véritable Sécurité sociale.

CHRISTINE COTTIN

Au nom de la France

Le boycott des navires, des avions français et de leur cargaison décrété par 35 syndicats australiens. Des journaux qui mettent chaque jour en cause la France, comme ce quotidien de Melbourne qui écrit dans son éditorial : « La confrontation est inévitable. Seule demeure inconnue son ampleur. » Un Premier ministre néo-zélandais qui déclare, après une visite à Paris : « Nous envisageons la rupture des relations diplomatiques avec la France. » Et la Ve République qui se retrouve au ban des accusés à la Cour internationale de La Haye.

Telles sont les premières retombées, dans le Pacifique sud, de la prochaine campagne française d'explosions nucléaires. Ces tirs devraient débuter dans les premiers jours de juin, et c'est contre eux que les organisations de gauche manifesteront à Paris ce samedi. Mais sans que l'on sache quand et quels types de bombes y seront expérimentés. Les secrets de la Défense nationale exigent, paraît-il, de tels mystères. La France fera ainsi exploser sa 30e bombe atomique. Avec ce but : « durcir » les charges, c'est-à-dire les rendre plus résistantes et plus miniaturisées.

Une technique pour tester ces engins : les explositions en haute atmosphère sous ballon. Ce procédé est vieillot. Dès 1963, le traité de Moscou signé par les Etats-Unis, l'U.r.s.s. et la Grande-Bretagne interdit ce procédé. Et depuis cette date, ces pays ont recours aux expériences souterraines.

Alors, les pays de l'hémisphère sud se fâchent. L'Australie traîne la France devant la Cour internationale de La Haye. Et le gouvernement traite avec une raideur toute gaullienne les protestations australiennes et néo-zélandaises. Au nom de la sacro-sainte Défense nationale.

A La Haye, il n'y a pas d'officiel français. Le gouvernement ne reconnaît pas la compétence de la Cour internationale quand il s'agit de Défense nationale. Ce qui n'empêche pas le représentant australien de déclarer : « L'Australie demande le droit de contrôler elle-même le niveau de radiation qui touche sa population. »

Le débat est aussi scientifique. La France affirme que sa bombe est propre, que les populations australes n'ont rien à craindre. Mais quelle bombe est réellement propre ? D'autant que le débat scientifique n'est pas facile à trancher. Personne n'est aujourd'hui capable de répondre à cette question : quel est le seuil à partir duquel l'accumulation de la radioactivité due aux expériences en atmosphère présente-t-elle un danger pour l'homme ?

En avril 1973, l'Académie australienne des sciences rédigeait un rapport pour le Premier ministre sur « les effets biologiques des expériences nucléaires ». En voici les principales conclusions, étayées par de nombreux tests et expérimentations, publiées pour la première fois en France. Elles montrent qu'il y a un risque. Et c'est justement ce risque que l'hémisphère sud ne veut pas courir. En lisant ce texte, on comprendra mieux pourquoi :

« Nos principales conclusions peuvent se résumer ainsi (...) :

▶ Les rapports officiels prouvent également que les effets d'une dose de radiations sont proportionnels pour toutes les espèces. L'Australie, en raison des expériences françaises qui ont déjà eu lieu, pourrait connaître un cas supplémentaire par an de cancer de la thyroïde, provoqué par l'iode 131 et de 1 à 4 autres cas de cancer dus au strontium 90, au caesium 137 et au carbone 14. A cause de ces mêmes isotopes, l'Australie pourrait connaître une mutation génétique tous les 10 ans qui conduirait dans la première génération à la mort ou à des naissances monstrueuses. Et de 50 à 100 morts dans les générations suivantes.

▶ Nous attirons votre attention sur le fait peu probable que l'explosion d'une bombe à haute puissance se combine avec des conditions météorologiques tout à fait particulières, provoquant ainsi d'importantes retombées sur l'Australie. Bien que ceci relève de l'exceptionnel, il faudrait s'attendre à une immense augmentation des prévisions précédentes. Les cas de cancer de la thyroïde provoqués par l'iode 131 seraient alors multipliés par 10. Il en serait de même pour les autres cas .

» Bien que la moyenne des radiations dues aux explosions françaises rendent difficile la mesure statistique de nouveaux cas de cancer et des mutations génétiques en Australie, nous affirmons qu'il ne saurait y avoir d'exposition aux radiations sans danger. De plus, avec les isotopes de longue vie, produits par les explosions nucléaires tant dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud, les effets, quoique légers, sur la population australienne ne peuvent être que cumulatifs. »

NICOLAS BRIMO

Diplomatie

Trop de glace à rompre

C'est dans la capitale des terres glacées, à Reykjavik, en Islande, que sont réunis pour deux jours les présidents Pompidou et Nixon, dans le cadre des conversations que Richard Nixon a prévues avec ses partenaires européens et japonais avant la négociation d'ensemble de l'automne. La première en date de ces conversations a eu lieu avec le chancelier Willy Brandt, qui s'était rendu à Washington avant de recevoir le Soviétique Leonid Brejnev, lui-même hôte prochain du président américain. Il faut en effet avoir présent à la mémoire ces dernières rencontres pour comprendre que la diplomatie américaine ne regarde pas que l'Europe de l'Ouest et que l'Allemagne fédérale est partie prenante dans la course au développement des relations avec l'Est.

Au centre du débat entre les pays du monde capitaliste, une crise certaine, marquée par l'effondrement du système monétaire mis en place au lendemain de la guerre mondiale et par une inflation de plus en plus forte. Une crise qui, dans les échanges internationaux, a condamné les autres nations à l'alignement sur les Etats-Unis. La flottaison monétaire contrôlée qu'elles ont acceptée en est un premier exemple. La France de Georges Pompidou, après avoir tenté de résister, a bien été obligée de s'incliner à son tour et les exercices de style, la semaine dernière, de Valéry Giscard d'Estaing en faveur de l'économie dite libérale — cet adjectif qui camoufle le dirigisme capitaliste — n'y peuvent rien.

Opportunisme ou tradition

Pompidou n'a donc pas la partie facile au cours de son rendez-vous islandais. D'autant moins que Nixon est conduit, pour consolider une situation personnelle quelque peu ébranlée par le scandale du Watergate, à donner satisfaction à une opinion qui semble, dans son ensemble, favorable à un durcissement de l'attitude américaine dans les relations avec les alliés. L'Américain moyen a le sentiment que son pays a été le banquier, à fonds perdus, en faveur d'Etats qui, effondrés par un conflit dans lequel les Etats-Unis n'avaient pas de responsabilité, se sont tournés sans pudeur vers l'oncle Sam et pour gagner la guerre et pour gagner leur paix. Ce n'est peut être pas tout à fait exact, mais c'est assez convaincant pour le citoyen de Boston ou de Dallas.

Sur un autre point, la France et les Etats-Unis ne sont pas non plus à égalité. Le général de Gaulle avait usé contre les Etats-Unis de l'arme de l'ouverture vers l'Est. On peut imaginer tantôt que le fondateur de la Ve République agissait en fonction d'un sens aigu de cet opportunisme politique qu'il a si souvent pratiqué, tantôt par référence à une tradition historique française qui a toujours cherché à l'Est un appui soit contre l'Europe centrale, soit contre l'Angleterre — maîtresse des mers avant les U.s.a. Le pacte franco-soviétique de 1945 laisse penser que la deuxième hypothèse est la meilleure.

Si Nixon veut négocier avec l'Europe l'ensemble du contentieux, c'est-à-dire en même temps ses aspects militaires, commerciaux et monétaires, le nouveau cours des relations américano-soviétiques ne peut pas être exclu de la conversation. Il est probable que le chancelier Brandt s'en est rendu compte lors de sa visite aux Etats-Unis. Mais l'Allemagne fédérale ne conçoit pas la chose en termes de guerre avec les Etats-Unis. La concurrence industrielle et commerciale, oui ; la compétition politique, non.

Cela ajouté à quelques autres questions, comme la querelle sur le supersonique ou les ventes d'armes, voilà quelques aspects d'un contentieux qui est dominé par les démonstrations peu aimables accumulées depuis 10 ans à Paris à l'égard des U.s.a. Encore aurait-il fallu disposer des moyens de cette action, étant entendu qu'il s'agit plus de moyens politiques que de moyens matériels. Une France soumise entièrement au rythme du développement capitaliste, en acceptant sans rechigner — bien au contraire — la règle du jeu et en cherchant à l'intérieur à se faire pardonner ce choix par des élucubrations sur une illusoire troisième voie, ne peut pratiquer que la politique des coups de tête à la petite semaine.

L'aide à l'Union sud-africaine, le refus de participation aux efforts de désarmement, le soutien à la Grèce des colonels, l'équivoque au Proche-Orient, la subordination de la diplomatie aux marchés d'armements sont, en vrac, quelques-uns des aspects de cette méthode. D'autres hommes et un autre Pouvoir seraient nécessaires pour donner à la rencontre islandaise sa portée nécessaire.

CLAUDE FUZIER

Football

En football, il n'y a ni mystère ni miracle, il n'y a que des vérités, pesantes comme des lapalissades. Ainsi, si l'équipe de France perd presque toujours, c'est parce qu'elle est presque toujours la plus faible.

Pour qui lit assidument la presse spécialisée, cette évidence, aussi aveuglante soit-elle, n'en est pas une. Le matin même du match U.r.s.s.-France, « l'Equipe » titrait, sur toute la largeur de sa « une » rose du samedi : **« Moscou, une chance sur cent, et alors ? ».**

Et alors, rien. A Moscou, l'équipe de France a encaissé deux buts en trois minutes. Deux buts indiscutables, sans hors-jeu, sans coup de coude ou de genou, sans bavure, quoi, deux buts comme on en marque au football, quand on joue au football. Et la sélection française, pour la seconde fois consécutive, est éliminée de la Coupe du monde de football dont la phase finale aura lieu l'année prochaine à Munich.

Conséquence : lundi matin, « l'Equipe » titrait, toujours sur toute la largeur de sa « une », jaune, cette fois : **« 900 000 footballeurs, mais pas d'équipe ».**

But. Le problème, en effet, est là.

Et la comparaison entre le triste match de Moscou et le match de Belgrade, entre l'Ajax d'Amsterdam et la Juventus de Turin rend le constat plus cruel encore. Aucun joueur français n'aurait sa place aux côtés de Cruyff, de Keyzer, de Hulshoff, de Haan et de leurs camarades. Aucun. Pourquoi ?

Téléphoné

Nos entraîneurs sont-ils des incapables, des ignorants, des plaisantins ? Non. Voyez Snella, Batteux, Leduc, Firoud, Arribas. Manquons-nous de « jambes » ? Non, près d'un million de Français ont une licence de football, et puisque la petite et paisible Hollande a su trouver dans ses polders et ses champs de tulipes onze garçons pour constituer une équipe de club comme celle d'Ajax, nous devrions bien en trouver onze pour former une équipe nationale.

Or, on ne les trouve pas. Ou plutôt, on en trouve trop. « On ne change pas une équipe qui gagne », dit une célèbre règle non écrite. Peut-être est-ce parce que l'équipe de France perd souvent que l'on a du mal à dresser la liste de tous les joueurs qui ont porté depuis deux ou trois ans le maillot de l'équipe nationale. Y aurait-il alors pléthore de talents,

Grosses têtes et pas de jambes

et le problème du sélectionneur serait-il de ne pouvoir choisir les onze meilleurs ? S'il en était ainsi, cela se saurait, et surtout cela se verrait. Il faut donc chercher ailleurs.

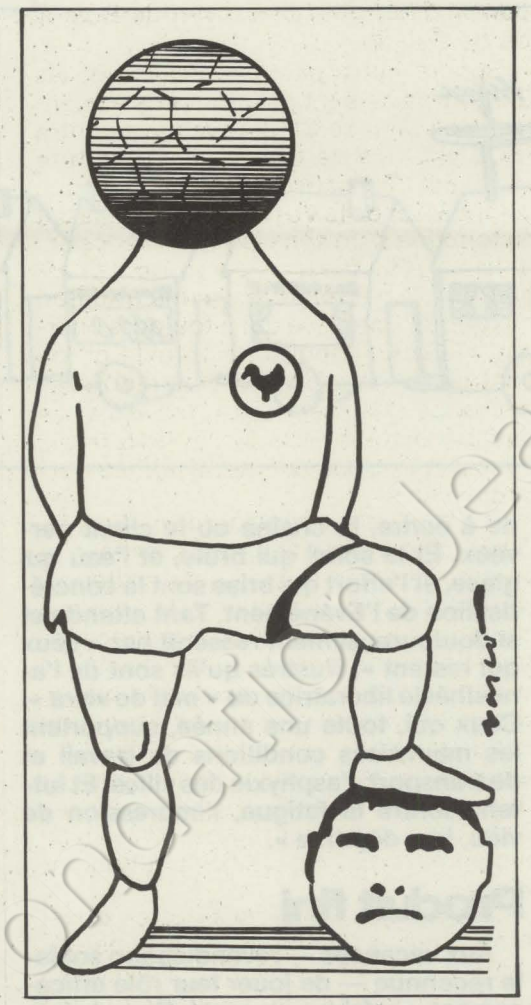
A vrai dire, il suffit de regarder un match ou deux pour comprendre. Regardez les Français : lents, lourds, maladroits, mal inspirés, regardez-les rater leurs contrôles, leurs amortis, leurs passes, leurs tirs, se faire « dribbler » comme des enfants de chœur. Qu'une balle haute arrive devant les buts de l'adversaire et nos avants, qui devraient bondir au-dessus du rideau défensif, se font souffler le ballon par des arrières plus lourds, mais plus vifs qu'eux. Le jeu est lent, étriqué, téléphoné ; les combinaisons, en dépit de quelques éclairs rarissimes, sont grosses comme des maisons. On dirait que ces professionnels ont tout oublié, même ce qu'on apprend à douze ans à l'école de football.

Ils ne sont pas vraiment mauvais, mais ils ne sont pas bons non plus. Ils sont moyens. Désespérément moyens. Leur bonne volonté, qui n'est pas discutable, n'arrange rien. Elle ne fait que rendre leurs naufrages plus pitoyables. La maladie du football français n'est pas de celles qui se guérissent en limogeant un entraîneur, ou en remplaçant onze hommes par onze autres. Le mal est profond et encore mystérieux. Mais le plus grave, c'est que l'on refuse de regarder en face la plupart de ses manifestations.

Qu'un avant-centre marque un jour deux buts en match international, le voilà devenu une vedette. Trois, il devient « l'un des meilleurs avants d'Europe ». Quatre, il est reçu à déjeuner chez le Premier ministre. Cinq, c'est à la table de l'Elysée qu'il prend place. Qu'importe si, au cours du match suivant, il se traîne.

Imaginez que l'équipe de France, au lieu d'obtenir contre l'Eire le pénible match nul que l'on sait, ait — miracle — gagné deux à zéro. On voit d'ici les titres : **« La France a conjuré ses démons »**, ou : **« Le football français se réveille : objectif, Munich ».**

De défaite honorable en défaite honorable, l'équipe de France de football est allée jusqu'au fond. Pour n'avoir pas compris que le football est à la fois un jeu qui réclame la plus grande liberté d'action et de pensée, et un sport qui exige une condition physique parfaite et une technique sans faille, pour n'avoir pas admis qu'un grand footballeur doit être à la fois un virtuose et un athlète,



les hommes qui dirigent le football français sont aujourd'hui pris au piège de leur propre chauvinisme, de leur propre démagogie. Dans l'équipe d'Ajax, lorsqu'un joueur commence à avoir une grosse tête, Stephan Kovacs l'envoie jouer en équipe réserve pendant quelques dimanches. En France, lorsque le cas se produit, on dit que l'intéressé a une forte personnalité.

En fait, il faut tout recommencer, ou presque. Ajax a donné l'exemple de ce que devait être le football moderne en composant son équipe de onze garçons interchangeables. Tous sont rapides comme des ailiers, opportunistes et adroits comme des avant-centres, astucieux comme des hommes de milieu de terrain, solides et opiniâtres comme des arrières, souples comme des gardiens de but. N'importe lequel des joueurs d'Ajax peut jouer n'importe où.

Le temps des petits prodiges, de Kopa et de Piantoni, est fini. Et, avec lui, le temps des vedettes solitaires. Pour qu'une équipe soit bonne aujourd'hui, il faut qu'il n'y ait aucun trou dans ses rangs. Qu'elle forme un ensemble cohérent et homogène. Et cela, quel que soit le système de jeu choisi. Qu'ils s'agisse d'un jeu « libéral », où une large initiative est laissée sur le terrain à l'inspiration des joueurs et aux capacités de création collective de l'équipe, ou qu'il s'agisse d'un jeu « autoritaire », ou chaque joueur doit appliquer des consignes strictes et respecter pendant 90 minutes une stratégie rigide. Qu'il s'agisse, en résumé, d'un football « de gauche » ou d'un football « de droite ».

Parce qu'ils n'ont rien compris à tout cela, parce qu'ils ont confondu défaite et drame national, victoire et bataille gagnée, parce que chaque revers était « porteur d'espérance », parce que chaque victoire était un signe de redressement définitif, les dirigeants du football français — sans trouver aucune solution — ont créé l'illusion qu'aujourd'hui tout le football français est en proie à on ne sait quel cancer. En oubliant que, derrière les problèmes de ces onze joueurs en maillot bleu, il y a un million de Français qui se réunissent le dimanche ou le jeudi sur des pelouses râpées, au milieu des champs ou au pied des cheminées d'usines, pour taper dans un ballon pendant une heure et demie.

Car c'est aussi cela, le football.

PIERRE GIRARD

Télé-sélection

SAMEDI 2

Jean Rostand, le solitaire de Ville-d'Avray (2) : Les vocations pour la biologie et la satire sociale. Un combat en marge de la science officielle et du pouvoir, pour le peuple (20 h 30, ch. 1).

Un classique : « Double assassinat dans la rue Morgue », d'après Edgar Poe, avec Georges Descrières et Daniel Gélin (20 h 35, ch. 1).

DIMANCHE 3

« Steamboat round the bend », un film longtemps inédit de John Ford : à travers le Mississipi et la Louisiane au XIXe siècle (23h, ch. 2).

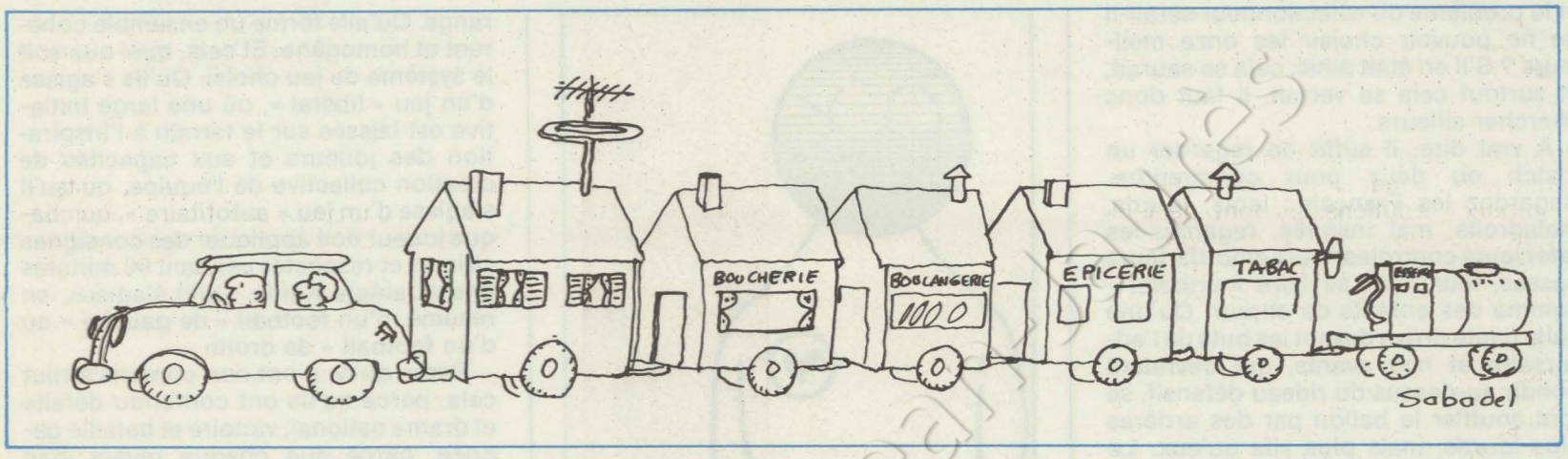
LUNDI 4

Alain Decaux raconte : les possédés de Loudun. Un mystère mais aussi la lutte du Pouvoir central contre les régions, des princes de l'église contre l'« hérésie » (21 h 35, ch. 2).

MERCREDI 6

« L'essor du nazisme » par Alfred Grosser. De la prise de pouvoir en janvier 1933 à l'Anchluss, en 1938 (20 h 30, ch. 3).

Le carnaval de l'été



Ras le bol. Du métro-boulot-dodo. Ras le bol du bruit, du patron, du voisin, de la belle-mère, des fins de mois difficiles, des cris des enfants. Ras le bol de la ville. Une seule solution : partir. Femmes, enfants, chiens, plantes vertes, télévision portative, tous seront du voyage. Même — et surtout — les habitudes. Ce sera encore une fois l'exode, la longue file de 24 millions de voyageurs, les rêveurs, les bourlingueurs de régates en quête d'autre chose. Ce sera la caravane des caravanes. Les nomades du XXe siècle passent, sans jamais plus faire hurler les chiens. Pèlerins du soleil au grand rendez-vous des routes, des gares et des aéroports. Pèlerins de la mer et de l'amour, comme le chantent tous les tubes de l'été.

On partira vite, sans prendre de retard, tout en sachant que quatre semaines plus tard — ou moins — la même bousculade nous ramènera, au dernier moment, là où l'on « vit ». Et parce qu'on aura vu des tas de gens sur les routes, dans les gares, les aéroports, on a du mal à croire que la plupart des Français (53 %) ne sont pas partis en vacances. En vacances. L'expression aux résonances magiques. « Le » moment privilégié de l'année.

Ce moment, il se définit par rapport au travail : c'est le temps où l'on ne fait rien. Ou l'on n'a plus ni à obéir ni à ordonner. Un temps où les règles changent. Et ce temps, libéré des contraintes sociales et des horaires, coule, doucement rythmé par les obligations quotidiennes des vacances. Comme dans un rêve — une petite baignade par-ci, une petite promenade par-là, une sieste, une plage, des jeux, du soleil, encore une petite baignade. Le rêve qu'il y a encore huit jours on ébauchait devant la machine à écrire, la chaîne ou le client nerveux. Et le soleil qui brûle, et l'eau qui glace, et l'effort qui brise sont la concrétisation de l'Evénement. Tant attendu et si douloureusement ressenti par « ceux qui restent », frustrés qu'ils sont de l'anesthésie libératrice du « mal de vivre ». Ceux qui, toute une année, supportent les mauvaises conditions de travail et de transport, l'asphyxie des villes. Et luttent contre la fatigue, l'impression de vide, la « déprime ».

Produit fini

Aux vacances — revendication sociale reconnue — de jouer leur rôle efficacement : refaire une santé. Dans la joie et la bonne humeur. Afin qu'au retour, tous, nous assurions nos employeurs, onze mois durant, de nos bons et loyaux services. En échange de quoi, l'année prochaine, nous repartirons. En attendant, on bouge, on roule, on marche même et, si l'on a les moyens, on prend l'avion. Avec peu d'argent, on ne va pas très loin : 40 % des vacanciers, selon un sondage réalisé pour le Commissariat au tourisme auprès de 5 000 personnes, passent leurs vacances à moins de 100 km de leur domicile. On descend alors chez des parents ou des amis. C'est le cas pour 37 % d'entre eux (source Insee).

Avec un petit peu plus d'argent, on pratique le camping. Un, deux, trois ou quatre étoiles. Puis les locations. Avec encore un peu plus d'argent, on peut y ajouter les services d'un hôtel ou d'une organisation de vacances. Et avec encore plus d'argent, on se paie « le » voyage. Les vacances sont devenues un produit monnayable ; les vacanciers, des consommateurs. Et des consommateurs de « qualité » : les cadres et les professions libérales ont atteint le taux maximal de départ, soit plus de 80 % ; les employés : 55 % ; les ouvriers : 46 %. Ce sont donc avec les revenus modestes que compteront désormais les « industriels » du tourisme. Et leur produit fabriqué, s'il n'est pas toujours parfait, se veut initiateur, voire éducateur et — pourquoi pas ? — culturel. A la pointe de la mode, il est surtout une bonne affaire. La preuve : les banques ne l'oublient pas : 8 000 bureaux du Crédit agricole viennent de se mettre à vendre du tourisme. De quoi faire frémir le réseau des agences de voyage ! Quant à l'hôtellerie française, après avoir pourvu sa clientèle potentielle riche, elle commence à délaisser le palace pour la pension-de-famille-tout-confort.

Le « produit », qu'il s'agisse d'un coin de sable, d'un passage d'avion, de l'hébergement, se doit maintenant d'être vendu « fini ». On mise sur la démission du vacancier fatigué pour faire le succès du « tout compris ». Et c'est ainsi qu'après avoir vendu la Méditerranée aux sportifs et l'Afrique aux chasseurs, on vend la France aux Français. Mais en charrette... En péniche... L'imagination et le marginal s'achètent aussi. On invoque le goût du retour à la nature, Rousseau est à l'honneur. Sans expliquer le pourquoi : les bruits, la pollution, l'assourdissement, les aliénations diverses... Et si les habitants des villes sont les plus nombreux à se mettre au vert — 81,2 % des Parisiens quittent la ville — c'est parce qu'ils sont les plus agressés.

Télé et "grande bouffe"

Eprouvés physiquement, conscients de la position sociale que confèrent les





vacances, réceptifs et malmenés par la publicité, les citadins se transforment en « heureux » aoûtiens. Ils font de leur « foule solitaire » une foule privilégiée qui hante la campagne et se cherche. Plus proches de la nature, où la qualité de la vie ne revêt pas les mêmes critères qu'à la ville, les gens de la campagne partent peu souvent. Et quelques-uns d'entre eux seulement : 12,2 %. Parce que l'été est la saison des moissons, des travaux d'extérieur et que le bétail ne permet pas l'absence. Si l'on constate le goût moins prononcé du « partir à tout prix » chez les agriculteurs, l'envie du voyage, de connaître « ailleurs » leur fait souhaiter tout naturellement la reconnaissance de leur droit aux vacances. Il est, pour eux, plus une envie qu'un besoin.

Psychiatre des temps modernes, le marchand de vacances vend savamment sa science. Sa médication est à base de soleil. Et, selon le cas, il prescrit un « club » pour les esseulés, avec l'assurance de rencontres sentimentalo-intéressantes et l'anonymat respecté. La cure, pour être bénéfique, doit être de 15 jours minimum.

Pour ceux qui ne tiennent plus en place, le voyage. Excellent pour les nerveux et les claustrophobes. Ils iront loin, de plus en plus loin. Selon leur désir, ils trouveront la neige au Pérou. Et les palmiers des côtes nord-africaines n'ayant plus d'attrait, l'éclat des bougainvilliers martiniquais fera renaître sans aucun doute le sourire sur leurs visages défaits. Ils découvriront enfin l'exotisme, toucheront à une autre vie, où tout paraît doux et facile. Edgar Morin peut, dès lors, définir le grand voyage-spectacle de « voyeurisme ininterrompu ».

Mais les soins sont coûteux. Ils ne sont pas remboursés par la Sécurité sociale. Les plus pauvres cherchent alors l'exotisme à trois pas de chez eux. Dans une société vouée, le temps d'un été, à autre chose, où le paréo est de rigueur, la nudité de bon ton, la pétanque reine. Temps heureux des vacances qui offrent, en plus, du temps pour les loisirs. Loisirs réservés pour 59 % à la télévision, parce que la société reste à l'affût, ne laisse pas tomber sa proie :



elle « matraque » et s'impose au nom de la détente. Et à l'heure de « la grande bouffe », 55 % des Français succombent à la tradition. Ils choisissent la France pour sa gastronomie. Mais, comme les classes sociales sont une réalité, peu de vacanciers se paient le restaurant. Notamment chez les ouvriers et les employés.

On joue à...

Le loisir de la mère de famille, serait-ce alors de cuisiner, de mijoter des petits plats ? Et l'apprentissage de la bouillabaisse, de la sole normande ou du poulet basquaise passe-t-il donc par le camping-gaz ? Les réjouissances de la table rassemblent la famille. Pour s'en faire une fête, on dépense un peu plus. « On se paie sa gaufre » comme la glace aux enfants. Comme le pastis au Café du Commerce anime la grande fête sauvage des vacances : le Carnaval. Spectacle populaire et universel, seul loisir qui, dès le Moyen Age, suspendait les lois, les interdictions, les restrictions avant l'abstinence du carême. Dans cette société masquée, sans hiérarchie et sans valeur, l'homme a de nouveau sa place. Il a enfin le temps. Il reçoit, invite, visite. Il s'installe le plus confortablement qu'il le peut et, un instant, « vit ». Beaucoup, satisfaits d'avoir déserté, s'enfoncent dans la torpeur, l'endormissement de tout leur être. Henri Raymond peut alors évoquer « l'infantilisme : l'idée du retour à la nature, le fétichisme de la fusion de soi et du monde que Freud étudie comme narcissisme primaire ».

Et s'il s'ébroue, s'il court, Edgar Morin lui fait retrouver « le temps des plaisirs et du jeu, soit par l'exercice lucidement retrouvé d'activités ancestrales vitales (chasse, pêche), soit par la participation aux nouveaux jeux (plage, ski nautique). La vie des vacances devient aussi un grand jeu : on joue à être paysan, montagnard, pêcheur, homme des bois, à lutter, courir, nager ».

Les vacances ne seraient alors qu'une grande fête, un jeu défini, avec ses règles strictes. Parce qu'on sait bien, tous, que les lampions vont s'éteindre. On s'est amusé à jouer. Et on en aura « bien profité ». La bonne mine en est le signe extérieur. Le bronzage atténué, restent les photos, les diapos, les films. Encore une fois, on recevra les « connaissances » de vacances. Renforcé d'optimisme, sa fatigue effacée, joyeux d'être rentré, on bâtira autour des souvenirs la prochaine « évasion ».

Mais si, tout à coup, on rejetait le rêve ? Si on n'acceptait plus un petit moment de liberté — une petite douceur — pour faire avaler la grisaille d'une année ? Si on se posait la question : « Libérer les vacances ? » Comme le fait Alain Laurent, tout au long d'un livre sortant aux éditions du Seuil ce mois-ci. Libérer les vacances, point d'interrogation. Est-ce possible ? Veut-on bien donner à l'existence le droit d'exister ? Et de voir venir « la révolution vacancière : le triomphe de l'imagination et du désir quelques semaines par an puis — pourquoi pas ? — sous l'action corrosive et libératrice de cette période de jouissance, la métamorphose insidieuse du reste de l'année et de toute la société ». Une façon de dire, le jour où la qualité de la vie sera autre chose : les vacances, ras le bol.

JOSETTE BARBIER

La guerre des piétons

Adapter l'homme à la voiture, c'est presque chose faite. Pour reprendre un propos « présidentiel », une fois la ville adaptée à la voiture, il reste au citadin à s'adapter lui-même. A devenir l'agresseur. Ou l'agressé.

L'agresseur, c'est l'automobiliste. Bardé de tôle, protégé de pare-chocs, il avertit de son passage, fonce et quelquefois défonce.

L'agressé, c'est l'homme : nu. Contre quoi voulez-vous lutter ? 800 kg de ferraille animés d'un moteur puissant. Le combat est faussé. Et si l'on déplore, pour 1971, 16 061 tués de la route, 20,8 % de ces morts sont des piétons : 3 339 personnes.

La plupart de ces piétons meurent en ville. 90 % des blessés l'ont été dans les agglomérations. Et parmi les victimes de la circulation parisienne, les piétons, à eux seuls, représentent plus de 50 % des tués. Les proportions décroissent pour les blessés graves et plus encore pour les blessés légers. C'est vrai que le piéton peut être distrait, indiscipliné, mais tout de même, 146 ont été fauchés sur un trottoir... Et 711 sur les passages réservés de la chaussée. A n'en pas douter, la marche en ville devient une expédition dangereuse. Principalement pour les tout jeunes et les personnes âgées. Et justement, parce qu'ils sont ou des enfants ou des vieillards, on avance l'imprudence et la distraction comme causes des accidents. Sans doute leur éducation est-elle à faire, leur inadaptation certaine, mais ils n'en restent pas moins vulnérables.

La Prévention routière a encouragé des expériences avec l'Education nationale. Dès la maternelle. La surveillance aux portes des écoles est également un moyen pour les enfants de prendre conscience du danger. Mais il arrive aussi aux fonctionnaires de la police de se faire renverser par des automobilistes irascibles. Et le nombre d'enfants accidentés reste élevé. Les écoliers retardataires sont les plus touchés : les voitures passent au vert ; les enfants en retard aussi.

La ville envahie par la voiture individuelle, polluée et paralysée n'est plus un lieu de promenade. On marche par obligation : le bus ne dessert pas le lieu de travail, ou la station de métro est trop loin du domicile. Tout comme on court : du boulanger au super-marché. On se faufile entre les pare-chocs. On descend du trottoir, envahi par les automobiles en stationnement illicite. On descend du



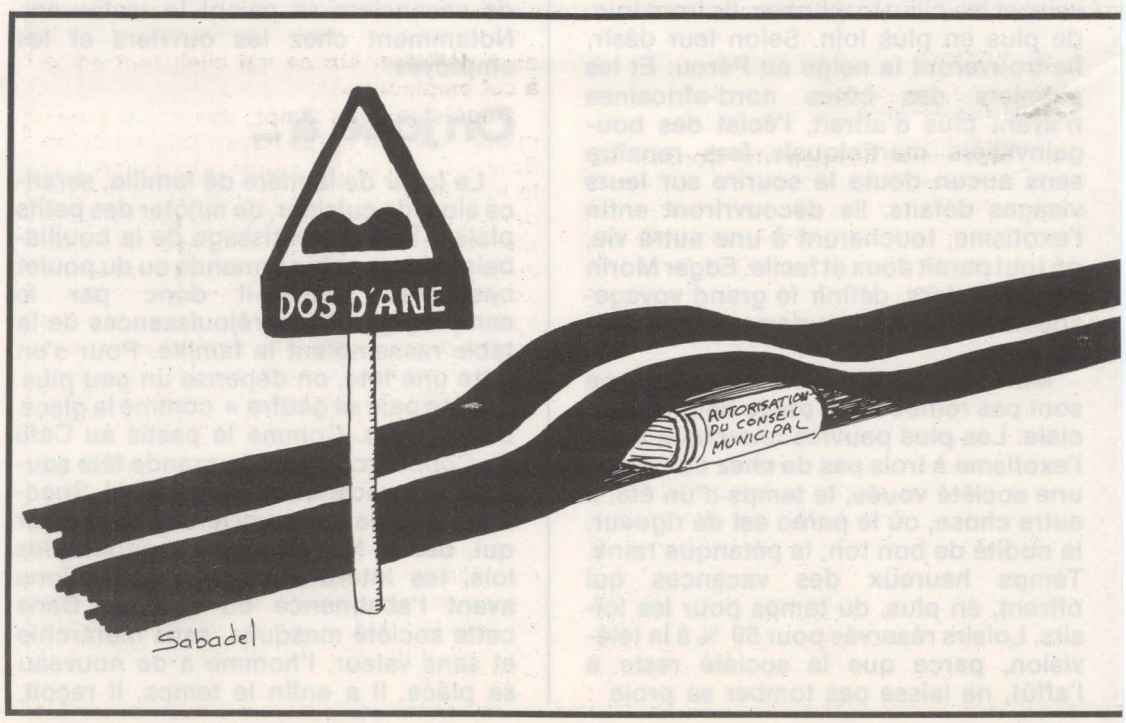
trottoir où l'abri du bus est installé. On descend du trottoir trop étroit. On descend du trottoir boueux des banlieues. Et le trottoir disparaît presque lorsqu'on élargit la chaussée.

De l'automobile au parking, de l'ascenseur à l'appartement, l'univers se referme sur une société d'hommes assis. « Des culs-de-jatte qui entreraient en voiture dans les magasins », dit d'eux Michel Crépeau, le député-maire de La Rochelle. Pourtant quelques villes ont rendu le centre à la circulation piétonnière. La rue du Gros-Horloge, à Rouen, la place Grenette, à Grenoble, sont des réussites. D'autres municipalités suivent. On y pense dans les villes nouvelles. Les commerçants hostiles se rallient. Le quartier piétonnier Saint-Séverin, à Paris, le restera. On en attend d'autres.

Des initiatives heureuses, si elles étaient suivies d'une politique de dissuasion : dissuader les citadins d'être — ou de devenir — des automobilistes. Et privilégier les transports en commun : qu'ils soient convenables, rapides, fréquents. En un mot, utilisables.

Préserver le droit de marcher dans la ville, de s'y promener sans danger sont des revendications de survie. L'Association nationale des usagers et des accidentés de la route, la Fédération des usagers des transports de la région parisienne, les Amis des handicapés physiques et l'Association des droits du piéton lancent un appel : que la cité reste humaine. Et se font entendre. Pierre Joxe pose une question écrite au ministre de l'Equipement : « A une époque où l'on investit des centaines de milliards dans la construction automobile, la création d'autoroutes et l'aménagement du réseau routier, il serait nécessaire d'en distraire quelques-uns afin de protéger les millions de piétons. » Et, dans le cadre de la Journée mondiale de l'Environnement, les associations demandent à « l'homme qui roule » de laisser sa machine mardi prochain. De redevenir, pour une journée, un « homme de la rue » et de l'occuper à 18 h. Dans un des hauts lieux du piéton : la cour de Rome, à la gare Saint-Lazare. Un rendez-vous pour une marche pacifique.

J.B.



Picasso en Avignon

De notre envoyé spécial

« S'il faut attendre qu'un grand homme s'éclipse pour mesurer à quelle distance de ses contemporains il a réellement vécu, nous voyons, au mois de mai 1973, que Picasso a vécu au plus près de nous », écrit René Char. Comment nier cette évidence, à la vue des 201 tableaux accrochés aux cimaises de la grande chapelle du Palais des Papes ?

Déjà, en 1970, Picasso avait « offert » 150 toiles au Festival d'Avignon. Et, un mois avant sa mort, il a délibérément choisi de recommencer : il a élu la Cité des Papes pour accueillir « deux années de travail quotidien » et René Char pour préfacer l'ensemble, pour « montrer le chemin ». Char — Picasso — Avignon : plus qu'un hasard. Cette association est une reconnaissance, une identité confirmée, qui bat le tambour de la mémoire. Pour sa XVIIe édition, le Festival d'Avignon retourne à son berceau.

Racontant la naissance du Festival, dans son livre « Mot pour mot » (éditions Stock), Jean Vilar explique en effet : « La bonne chance voulut que tout naquit d'une rencontre avec le poète (René Char)... Entre temps, je m'étais lié avec son conseiller et ami Christian Zervos, qui préparait à cette date (avril-mai 1947) et pour les hauts murs de la grande chapelle du Palais des Papes, une exposition de peinture moderne : une cinquantaine de grandes toiles de Picasso, de Matisse, de Léger, de Braque, etc.



« Donc, un jour d'avril 1947, rue du Bac, au-dessous d'un modèle de Calder, Christian Zervos, à mi-voix, me proposa de donner une — oui, une seule — représentation de « Meurtre dans la cathédrale » dans le Palais... » Le Festival d'Avignon était né.

La boucle est bouclée ; en 1973 on retrouve les mêmes noms : Char, Picasso et Vilar, toujours présent dans les déclarations et les actes de son modeste et fidèle second, Paul Puaux, maintenant directeur du Festival.

Que Vilar eût aimé ces 201 toiles ! Elles ne sont pas testament, elles sont jalons sur un chemin sans fin où Picasso se confirme sans jamais se répéter. Des rappels, mais pas de bégaiements. « En novateur professionnel qu'il est, Picasso s'est plu à mettre en danger l'Héritage, tout en ne négligeant pas de s'appuyer sur lui », dit très justement René Char. Dans les verts bleutés, dans les blancs cassés, dans les jaunes très provençaux et les rouges très hispaniques, Picasso des années 70-72 reprend pour le transformer Picasso des années 20, ou 38, ou 50. De ce passé, on reconnaît la méthode de décomposition des visages, les thèmes aussi. Mais ces ressemblances ne sont là que pour mieux ensemencer l'invention.

Jamais Picasso n'avait autant épousé son amour pour les couleurs de l'Espagne des corridas. Jamais il n'avait aussi clairement avoué sa parenté avec Goya (« Le torero »), avec Cézanne (« Le vieux peintre »), avec Van Gogh (« L'homme au fauteuil »), avec les « classiques » de sa jeunesse (« Maternité »). Jamais il n'avait dit aussi hautement sa quête de l'harmonie (« Couple »), le poids des jeunes pour l'avenir du monde (« Le jeune peintre »), la tendresse incommensurable qui l'habitait — dans les trois œuvres dédiés à Jacqueline : « Le fumeur », « L'homme à la pipe » et « Tête d'homme ». Jamais humour grave et ricanements féroces n'étaient allés aussi loin dans l'élaboration d'un art de « contre-terreur ». Et surtout jamais on n'avait vu son style géométrique être, soudain, brisé par des courbes envahissantes, et ses personnages achevés par ces visages ovoïdes et vides de tous regards. Il y a là, à la fois, une acceptation mi-blagueuse, mi-sereine de la mort et un hymne à la paix en forme d'échos lointains des rires des enfants espagnols heureux... le temps d'une République éphémère !

J-P.L

La voie clandestine

La prochaine session du Conseil de Paris, convoquée à partir du 14 juin, devrait en principe ouvrir à nouveau le dossier de la voie express rive gauche, qui était demeuré en suspens après que, le 8 décembre dernier, le Conseil ait refusé de trancher entre les divers projets qui lui étaient présentés pour l'aménagement de la berge entre le pont d'Austerlitz et le pont de la Tournelle.

A cette date, le préfet de Paris s'était, en effet, engagé à faire poursuivre les études et à revenir à la session de printemps devant les élus de la capitale, avant tout nouvel engagement de travaux. Or, il semble qu'une fois de plus le Conseil de Paris va se trouver placé devant un fait accompli — comme ce fut le cas, par exemple, il y a quelques semaines pour la démolition du Gaumont-Palace, effectuée sans que les conseillers de Paris aient jamais eu à délibérer sur ce qui allait être édifié à cet emplacement.

Depuis quelque temps, des travaux sont entrepris sur la berge basse du quai Saint-Bernard, devant le Jardin des Plantes et la Faculté des sciences, qui, de toute évidence, dépassent le cadre du simple aménagement — jusqu'à présent seul officiellement prévu — d'une chaussée sous l'arche du pont d'Austerlitz. Le Conseil de Paris ayant d'ailleurs refusé en décembre les crédits demandés par l'administration pour poursuivre les travaux au-delà du pont d'Austerlitz, on peut se demander sur quel budget sont financés ceux qui se déroulent actuellement.

Un engrenage inéluctable a, certes, été mis en route lorsqu'a été voté le premier tronçon de la voie express et c'est la raison pour laquelle le groupe socialiste de l'Hôtel de Ville avait, seul, refusé le principe même de sa création. Il vient cependant de déposer une question orale pour amener, en tout état de cause, le préfet à s'expliquer.

C.E.

Pour une politique culturelle socialiste

par Bernard Pingaud

« Pour changer la vie, il faut une nouvelle culture ». Qui songerait à s'inscrire en faux contre cette affirmation ? Il suffit pourtant de la retourner, on aperçoit aussitôt le postulat qu'elle implique : c'est qu'une culture n'est pas simplement le produit ou le reflet des rapports sociaux ; elle réagit sur ces rapports mêmes et contribue à les modifier. Je ne veux pas rouvrir, à ce propos, la controverse apparemment inépuisable sur l'importance respective des infrastructures et des superstructures. Il est plus intéressant de nous demander quel type de politique culturelle s'accorde avec une formule comme celle que le Parti socialiste a inscrite dans son programme.

L'idéologie bourgeoise a longtemps considéré la culture comme un luxe réservé à une élite. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui. Dans une société développée, la culture devient un besoin. « L'effort de modernisation du pays a pour condition première le développement culturel », dit le rapport de la commission du VIe Plan. L'accent est mis ici sur le savoir, et il est vrai que les intellectuels, les artistes négligent trop souvent, au profit des secteurs nobles, l'aspect immédiat, le plus immédiat de la culture : l'apprentissage. Culture politique, culture scientifique, voire culture physique — tout est « culturel » dès l'instant où l'on apprend. Reste que la culture ne se réduit pas au savoir lui-même. La dimension culturelle correspond à la formation plutôt qu'à l'acquisition, elle est le trait d'union entre toute une série d'activités spécialisées, ce qui leur permet de communiquer entre elles. C'est pourquoi la culture trouve son terrain d'élection dans la fréquentation des « œuvres » : le propre du créateur étant de **donner forme** — à ce qu'il ressent, à ce qu'il vit, à ce qu'il condamne ou espère — l'œuvre apparaît comme le modèle de toute formation.

Qui dit formation dit changement, nouveauté. La création — on voudra bien excuser ce truisme — innove, donc dérange. D'où la contradiction de plus en plus visible à laquelle se heurte la politique culturelle d'une société de classes, fondée sur la loi du profit, c'est-à-dire sur la domination de quelques-uns : il lui faut, d'un côté, « former » le plus grand nombre possible de citoyens à des tâches de plus en plus complexes ; de l'autre, éviter que cette formation ne remette en cause le système lui-même et la domination de ceux qui le contrôlent. D'un côté, cette politique doit être libérale, capable d'intégrer les initiatives les plus audacieuses ; de l'autre, elle doit être conservatrice et propre à renforcer l'ordre établi : derrière Jacques Duhamel se profile Maurice Druon. L'écart entre les deux n'est pas indifférent. Mais, dans un cas comme dans l'autre, finalement, l'objectif essentiel est bien de « récupérer ».

Nous ne dépasserons pas cette contradiction si nous nous contentons de nous placer sur le terrain de l'adversaire. La vraie question, en effet, n'est pas de savoir, comment éviter que l'idéologie dominante ne récupère des œuvres qui la dérangent. Toutes les œuvres sont récupérables à partir du moment où l'on pose le problème de la culture en termes de diffusion, donc de consommation. La politique la plus libérale du monde n'y changera rien, ni même une révolution dans les structures économiques et sociales — comme le prouve, par l'absurde, l'exemple de certains pays de l'Est où la culture est largement diffusée, mais où la récupération elle-même devient inutile, l'initiative créatrice étant paralysée au départ.

On ne sortira de la contradiction qu'en recourant à un autre type d'action culturelle, fondée sur l'idée que la « culture » n'est pas une chose qui se consomme, qui s'acquiert, qui relève de l'ordre de l'avoir, autrement dit en refusant de confondre la culture avec les produits de la culture. Nous sommes tous tentés par une telle confusion, et particulièrement les « créateurs » dont elle flatte à bon compte le narcissisme. C'est, à mon avis, le grand mérite du livre récent de Francis Jeanson, **« L'action culturelle dans la cité »** (Le Seuil). que de la dénoncer et de proposer, à partir d'une expérience personnelle de plusieurs années, une conception toute différente.

Que nous dit Jeanson ? Que la culture est essentiellement « prise de conscience » et que « recevoir n'est pas prendre conscience ». L'acte médiateur par lequel l'animateur culturel tente de réveiller une « fonction civilisatrice » que tout, dans notre société, tend à étouffer, et qui peut emprunter les voies les plus diverses, doit donc avoir priorité sur l'objet proposé.

Les thèses de Jeanson ne sont pas toujours admises à gauche. Elles se heurtent, en particulier, de la part de communistes qui ont beaucoup réfléchi à ces problèmes, comme Roland Leroy et Gérard Balloin, à un double reproche : on l'accuse de vouloir politiser à tout prix la culture et de confondre ainsi deux champs qui doivent rester séparés, le culturel et le politique ; on le soupçonne de céder à l'utilisation idéaliste selon laquelle un changement des mentalités suffirait à faire l'économie de la révolution. Il me paraît très important que le débat ainsi engagé se développe, car il met en jeu la conception même d'un socialisme démocratique auquel nous sommes, les uns et les autres, attachés. Jeanson, c'est vrai, tient que toute culture est politique. Mais non pas au niveau des œuvres : au niveau de la conscience qui les accueille et doit leur donner sens. Contrairement à ce que Roland Leroy craint à juste titre son objectif n'est donc pas de faire du théâtre, par exemple, un lieu de propagande. Il est, par le biais d'une pièce, d'un livre ou de la simple lecture critique d'un journal, de favoriser l'« autopolitisation » en commun des spectateurs ou des lecteurs. Et ceci répond à la seconde objection : l'action culturelle, au niveau où elle se place, ne saurait se substituer à la lutte politique. Mais elle en est, en quelque sorte, le soubassement et la condition préalable, si l'on veut que cette lutte soit menée par ceux-là même qu'elle concerne dans tous les secteurs où leur capacité d'imagination et de contrôle peut s'exercer. « Politisante », donc, plus que politique, elle ne dispense pas de la révolution : elle rend possible une révolution que les appareils diffuseurs ne seront plus tentés de confisquer. C'est dire combien nous, socialistes, avons à apprendre de l'expérience analysée par Jeanson. Lorsqu'il écrit que l'action culturelle consiste à « fournir aux hommes les moyens d'inventer ensemble leurs propres fins », il se place dans une perspective qui est exactement celle du Parti socialiste désignant l'autogestion comme « la finalité de la société socialiste ». Souhaitons que les congressistes de Grenoble s'en souviennent au moment où ils auront à tracer la ligne politique du Parti pour les deux années qui viennent. Une nouvelle culture ne suffira pas à « changer la vie » : c'est l'idée même de culture qu'il faut changer.

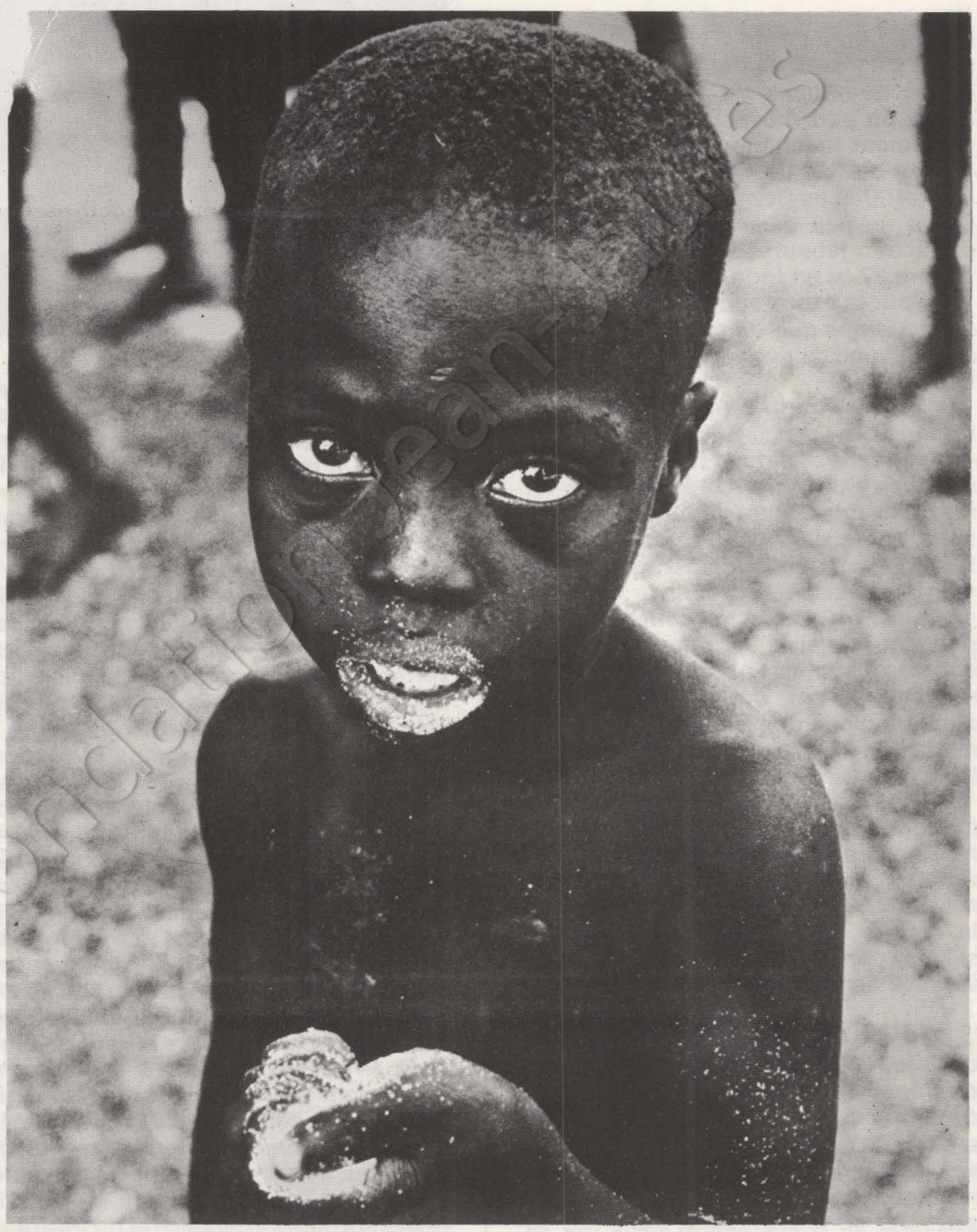
DOCUMENT

La faim des autres

La famine n'est même plus à la porte. Elle est entrée dans la maison. Pas chez nous, mais ailleurs, chez les autres. Trop loin pour que les Français réagissent, si ce n'est par un frisson lorsqu'une image trop « désagréable » vient les choquer.

Pourtant, en Afrique, 19 millions d'hommes et de femmes manquent d'eau et de nourriture, au point que certains experts parlent d'un million de morts et d'autres de 6 millions si la pluie ne vient pas. Mais la sécheresse — si elle aggrave l'état habituel des choses — est, pour les gouvernements et l'opinion publique des pays développés, une bonne excuse. Après tout, s'il ne pleut pas, « c'est la faute du Bon Dieu ». L'homme ne sait pas agir sur les climats et les discussions peuvent se limiter aux aspects météorologiques, aux modalités de la charité, ou à des considérations plus ou moins racistes sur les capacités techniques des habitants des pays sous-développés. L'ennui, c'est que les choses sont moins simples. Que la malnutrition, dans les pays en voie de développement, est quasi-générale, que « l'aide » aux pays développés est moins une aide qu'un « aspirateur ». Que nos gouvernements et les grandes sociétés sont responsables — pour l'essentiel — de cet état de fait.

La famine en Afrique n'est donc pas seulement le résultat de la sécheresse. René Dumont, le plus célèbre des agronomes français, celui que l'hebdomadaire américain « Newsweek » appelle « le vilain Français », que de nombreux gouvernements du Tiers Monde tolèrent mal, est un des plus qualifiés pour faire le point. A 69 ans, il a gardé la fougue d'un jeune professeur. Il est un de ceux — un des rares — qui a fait comprendre aux professionnels que les problèmes de l'agriculture des pays du Tiers Monde n'étaient pas que techniques ; mais, d'abord, politiques. Ses recherches et son enseignement ont profondément marqué plusieurs générations de chercheurs français.



L'Unité — *« Sept pays africains (Mali, Sénégal, Haute-Volta, Tchad, Mauritanie, Niger, Dahomey) connaissent une sécheresse exceptionnelle. Le déficit en céréales est supérieur à un million de tonnes. Dans certaines régions, 90 % des bovins sont morts. Cet « accident » climatologique est-il exceptionnel ?*

René Dumont — En Afrique, la sécheresse est, dans la région sahélienne, un phénomène régulier. Il y tombe en moyenne entre 100 et 600 mm de pluie par an. Mais c'est une simple moyenne. Régulièrement — deux années sur cinq — il y a une petite sécheresse. La récolte est réduite, il y a moins de fourrage pour le bétail. Tous les soixante ans, par contre, il y a une grande sécheresse. On en a connue une de 1862 à 1868, une en 1913-1914 et la dernière a commencé en 1968. Mais ce qui a changé depuis les dernières grandes sécheresses, ce n'est pas tant les moyens de les prévenir ou de les tempérer qu'une modification des conditions économiques et politiques qui en ont aggravé les conséquences.

» Ce « manque d'eau » ne se limite pas à la bande sahélienne. L'été dernier, la sécheresse a sévi de Dakar à Hanoï, ayant pris en écharpe le continent africain et asiatique. L'Inde — qui en 1971 avait, pour la première fois depuis son indépendance, atteint l'autonomie céréalière — n'a pas pu, en 1972, se suffire. Les récoltes ont été mauvaises non seulement en Afrique, en Inde, mais aussi au Pakistan occidental, au Bengladesh, en Birmanie et en Thaïlande. Le seul pays où la sécheresse, paradoxalement, ait été positive, c'est le Vietnam. Les Américains ayant bombardé les digues, →



La sécheresse au Tchad.

une part importante d'entre elles aurait sauté s'il y avait eu des pluies. Des centaines de milliers de Vietnamiens auraient pu périr noyés. La sécheresse a également touché la Chine qui a vu sa récolte baisser de 4 %. Contre 10 % en Inde et 20 % au Bengladesh. C'est qu'en Chine un peu plus des deux tiers des surfaces labourées sont irriguées. Contre 27 % en Inde.

» Pour la bande sahélienne, il faut, en même temps que de parler sécheresse, se souvenir d'un certain nombre de faits.

» Tout d'abord la population de ces régions a — grâce à l'action médicale — augmenté. Il a donc fallu cultiver des surfaces plus importantes. Mais les terres utilisables étant limitées, les paysans, après avoir déboisé, ont accéléré la rotation des cultures. Traditionnellement, on faisait succéder, à 3 ans de céréales, 7 ou 8 ans de jachères, temps pendant lequel le sol refaisait ses ressources d'humus. Les jachères ayant été réduites, les sols ont été soumis d'une manière plus intense à l'érosion. L'harmattan, le vent sec de février, a entraîné les éléments de limon fin.

» Plus que l'accroissement de la population, l'augmentation des surfaces réservées aux cultures d'exportation a réduit à néant le repos du sol. Dans la moitié nord du Sénégal, l'extension de la culture de l'arachide a permis aux sables dunaires de prendre leur revanche sur l'homme ».

[Derrière les mots et le calme du spécialiste, il y a les faits. Dans le nord du Sénégal, on se bat pour une ration de mil et 65 % du troupeau de bovins a péri. En Mauritanie, 90 % du cheptel est mort, les rares puits sont encombrés de cadavres d'animaux, les paysans se rassemblent dans les villes, mendiant l'eau et la nourriture. Au Mali, il n'y a plus de semences pour la prochaine récolte : elles ont été consommées. Le lac Tchad, immense réservoir de 25 000 kilomètres carrés, a vu sa superficie réduite des deux tiers. En Haute-Volta, on meurt de soif et les hommes fouillent les fourmilières pour récupérer les grains amassés par les fourmis. Des centaines de milliers d'éleveurs ont entrepris une transhumance désespérée. Trouver de l'eau, de l'herbe. Et, ne trouvant ni l'un ni l'autre, les bêtes meurent. De même, des hommes, des femmes et des enfants meurent. Partout, le désert gagne.]

René Dumont - « Une autre politique agricole était possible. En 1959-1960, au Sénégal, Mamadou Dia a tenté « autre chose ». Il réduisit le rôle de l'arachide et augmenta les surfaces réservées aux céréales. En même temps, il organisait un contre-pouvoir paysan pouvant faire contrepoids aux groupes étrangers et à la minorité privilégiée urbaine. Mais cette tentative n'a pas été approuvée par les « étrangers » — c'est-à-dire les gouvernements et les groupes financiers occidentaux — ni par la minorité privilégiée sénégalaise. Ils ont « persuadé » Senghor de gouverner sans Mamadou Dia. Et, depuis 10 ans, ce dernier est en prison. Pourtant, les solutions étaient connues. Il aurait fallu réaliser une véritable révolution fourragère pour le bétail, de sorte que celui-ci, bien nourri, produise assez de fumier pour refaire le stock d'humus du sol ; ce ne fut pas fait. Il aurait fallu passer à la culture attelée ; ce fut fait, mais en proportion insuffisante. Cette révolution fourragère, l'Europe l'a réalisée entre la Renaissance et le XVIIIe siècle, mais à un moment où il existait déjà un léger surplus agricole et où la culture attelée s'était généralisée. Mais demander au paysan sénégalais qui travaille à la houe de produire — alors qu'il n'arrive pas à se nourrir — des surplus de céréales et du fourrage pour nourrir ses animaux, c'est impossible. »

[Cela pourtant n'empêchait pas que, régulièrement, l'Europe connaisse la famine. Malgré la découverte de territoires nouveaux où elle allait déverser son trop plein d'habitants, malgré le début d'exploitation des « colonies », malgré une mortalité énorme. C'est peut-être de ce temps que vient le silence fait sur la faim des autres. Le tabou reléguant les problèmes de nutrition dans l'armoire aux scandales. Alors que la famine tue autant que la guerre, mutile davantage, on se tait, mal à l'aise devant la souffrance des autres — surtout si l'on se sent tant soit peu responsable. On préfère le silence. Et l'on contemple les nouveaux esclaves : les travailleurs immigrés. Des hommes que l'on exploite chez nous, dont « l'élevage » a été payé par d'autres, qui ont été chassés de chez eux par la misère que « nos » gouvernements y ont organisée. Et que l'on renvoie chez eux lorsqu'il deviennent inutiles.]

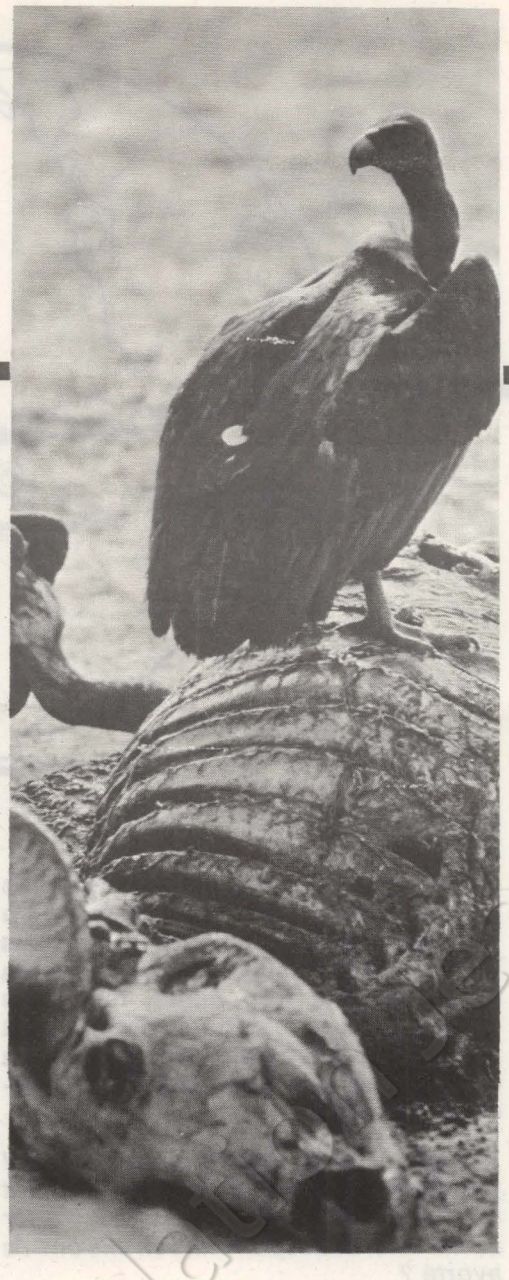
L'Unité - « *Depuis des mois — et parfois des années — il était évident que la bande sahélienne allait connaître la famine. Pourtant, rien ne perçait. Les gouvernements et la presse parlaient d'autre chose. Seule, la F.a.o....*

René Dumont - Les gouvernements n'aiment pas parler de la famine, pas plus qu'ils acceptent de reconnaître la réalité des épidémies. Lorsqu'il y a eu le choléra, ils l'ont nié. Hier, ils espéraient encore pouvoir cacher la famine. Or, depuis septembre 1972, les pluies étant terminées, on savait qu'il n'y aurait pas assez de grains pour terminer la saison. A ce moment-là, il aurait fallu alerter l'opinion mondiale. Mais les gouvernements africains ne sont pas seuls en cause. Le gouvernement français lui aussi était au courant. Il n'a rien dit. C'est l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui, en février, a tiré la sonnette d'alarme. Mais il était déjà trop tard. Alerté le 1er octobre, on aurait pu organiser les secours relativement facilement. Maintenant que les pluies arrivent tout va être rendu plus difficile ».

[Les secours. Cela paraît parfois dérisoire. Pour les sept pays concernés, le déficit en céréales est estimé à plus d'un million de tonnes. Le Conseil des ministres français vient d'accorder une aide de 35 000 tonnes de céréales, 35 000 autres tonnes devant être livrées en décembre prochain. Et 4 avions : 4 avions pour desservir un ter-



René Dumont.



ritoire grand comme la moitié de l'Europe ! Car la charité a des limites. Addeke Boerma, directeur général de la F.a.o., le sait bien lorsqu'il fait état des réserves mondiales : « Les stocks mondiaux de réserves de céréales ne sont plus que de 30 millions de tonnes. Ils ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1952. Or, depuis, la population s'est accrue de moitié. Les stocks de sécurité équivalent seulement à la consommation des U.s.a. pendant sept semaines. Dans presque tous les grands pays, ils sont à leur seuil minimum et insuffisants pour secourir en cas de nécessité les pays sous développés ».]

René Dumont - « Mais il ne faut pas s'arrêter à la seule famine. Dans tous les pays sous-développés, la situation est difficile. Dans l'ensemble de ces pays, l'alimentation de base est la céréale. Pas sous forme de pain, mais sous forme de riz, de sorgho ou de mil. Une sorte de couscous où l'on rajoute très peu de choses — en général, une sauce. La viande est plus un rêve qu'un luxe. Et le manque de protéines est évident. Pour les adultes, cela peut encore aller ; mais cela devient dramatique avec la malnutrition des enfants. Je reviens du Nigéria et de Haute-Volta. Les nutritionnistes que j'ai consultés m'ont tous fait la même réponse. Pour les enfants entre 1 et 5 ans la situation est catastrophique. Jusqu'à un an, nourri au sein maternel, les problèmes existent — en fonction de l'état de la mère — mais ne sont pas dramatiques. A partir de 5 ans, ils deviennent de petits chasseurs. Dès cet âge, tous les enfants se promènent avec une fronde et des cailloux. Ils chassent les lézards, les rats, les oiseaux. Puis les font griller. Mais entre un et cinq ans, trop grands pour être nourris au sein maternel, trop petits pour chasser, ils manquent cruellement de protéines. Or, à une carence prononcée de protéines correspond un développement insuffisant du cerveau. Il y a là un crime contre lequel je ne cesse de protester : on est en train de fabriquer des générations de sous-hommes. Alors qu'il suffirait de quelques grammes de protéines par jour — de farine de poisson, par exemple. On pêche 70 millions de tonnes de poissons par an, dont 20 millions sont transformés en farine. Mais cette farine est donnée à nos animaux (vaches, cochons, poules) qui, avec 6 grammes, « fabriquent » un gramme de protéine animale. Le gaspillage est de cinq sixièmes. Or ces farines sont consommables par les enfants. Il faudrait un fonds international qui distribue gratuitement — ce qui n'irait pas sans poser de problèmes — ces farines aux enfants. »**

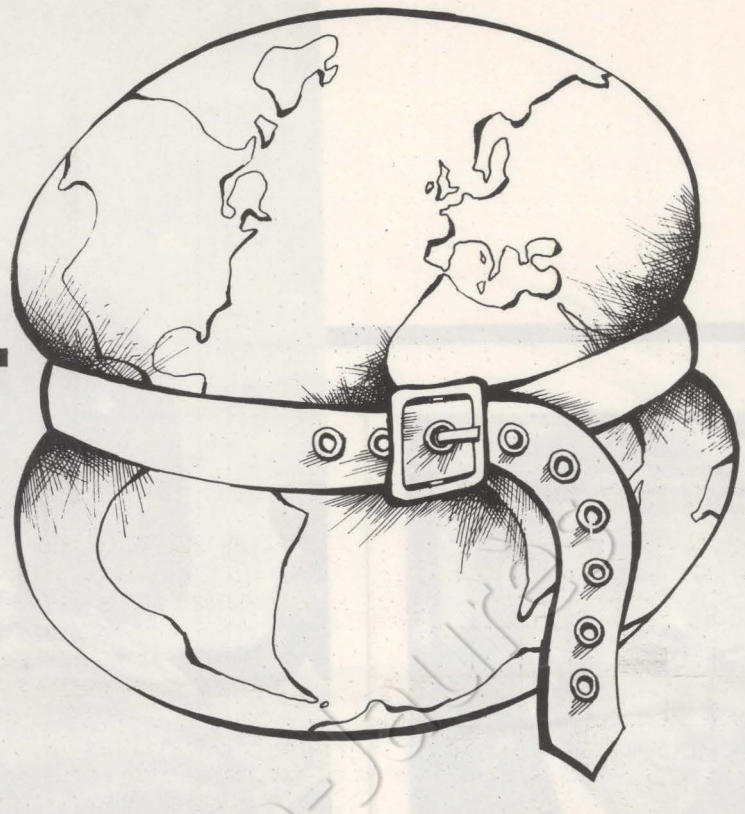
[Et pour l'alimentation des animaux ces farines pourraient, sans difficulté, être remplacées par des fèveroles, du maïs (voir « l'Unité », n° 58). **En utilisant les bonnes vieilles prairies, les paysans français pourraient élever des bêtes en évitant de payer les farines — achetées à l'étranger — 1,25 F le kilo. Mais le gouvernement a choisi la solution capitaliste, industrielle...]**

René Dumont - « La F.a.o., que j'ai consultée avant d'écrire mon livre « L'utopie ou la mort », donne — suivant les critères de sous-alimentation choisis — entre 350 et 500 millions de sous-alimentés. 350 ou 500 millions de personnes qui ont une ration alimentaire inférieure — en valeur, en qualité et en quantité — à celle d'un chat ou d'un chien « occidental ». Pourtant, on a fait des plans. En 1962, on a commencé des études pour un « Plan indicatif mondial ». L'objectif était de réduire progressivement la sous-alimentation pour la supprimer en 1985. Or, nous ne sommes nullement sur la voie de la réduction. Ces plans prévoyaient une augmentation de 3,8 % par an de la production alimentaire de ces pays. Ce taux n'a jamais été atteint. En 1970, on a rectifié les chiffres : 4 % par an. En 1971, la production agricole n'a augmenté que de 1 %. Or, sur le plan climatique, l'année 1971 avait été bonne. En 1972, également 1 %. Ce qui signifie que, durant les deux premières années de la seconde décennie du développement, la production agricole des pays concernés s'est accrue de 2 % et leur population de plus de 5 %. On comprend que le directeur de la F.a.o. puisse dire « A moins d'un miracle, le programme agricole mondial de la deuxième décennie est condamnée ». Si l'on parle de miracle, ce n'est plus aux agronomes qu'il faut s'adresser. »

[Et, pendant ce temps-là les pays riches, qui avaient promis de consacrer au développement international 1 % de leur produit national brut, diminuaient leur « dotation ». En 1961, ils y consacraient en moyenne 0,95 %. En 1971, 0,81 %.]

L'Unité - « *A plusieurs reprises le gouvernement français a fait état de l'aide qu'il accorde à ces pays. Que faut-il en penser ?*

→



→

René Dumont - La politique française n'est qu'une politique néo-colonialiste. Le rapport Gorse — que le gouvernement a refusé de publier — en montre les limites. Tout d'abord la plus grosse partie des sommes vont aux départements d'outre-mer. De ce qui reste pour l'Afrique, la plus grande partie est consacrée à l'enseignement. Ce qui, à mes yeux, est catastrophique. L'école primaire — calquée sur l'école française — prend le fils du paysan, le détourne de l'agriculture, le prépare à un travail « tertiaire ». Travail qu'il ne trouvera d'ailleurs pas. Sur 100 élèves rentrant au cours préparatoire, cinq atteindront le baccalauréat, un ira à l'Université. Les 95 premiers auront désappris à être agriculteurs et porteront la marque de l'échec. Les bacheliers pourront — peut-être — devenir fonctionnaires. Il faudrait une école mi-travail, mi-étude, comme l'école chinoise, qui apprenne aux fils de paysans à être de bons agriculteurs. En même temps, il faudrait alphabétiser les paysans. N'ayant plus l'espoir d'obtenir un titre, un grade, ils apprendraient pour pouvoir mieux s'organiser. Mais les écoles africaines ont servilement été copiées sur le modèle français. Car, pour les dirigeants de ces pays, un enseignement ne suivant pas les modèles élaborés à Paris, c'est un enseignement au rabais. L'essentiel des sommes versées par le gouvernement français est donc consacré à donner aux gens le mépris du travail et des travailleurs manuels.

L'Unité - *L'échange entre pays pauvres et pays riches ne se réduit pas à ces mesures « d'aide » ?*

René Dumont - Un jour, Georges Pompidou, alors Premier ministre, a expliqué que l'aide française rapportait plus qu'elle ne coûtait. Samir Amin, directeur de l'Institut du développement des Nations Unies à Dakar, a démontré que les bénéfices retirés par les sociétés installées dans ces pays et les économies des coopérants représentent des sommes supérieures à « l'aide » qu'ils reçoivent. Tibor Mende, dans son livre « De l'aide à la recolonisation », a démontré que le courant financier réel ne va pas de France vers les pays du Tiers Monde, mais dans l'autre sens. Il n'y a pas une aide des pays riches envers les pays pauvres, mais les pays pauvres subventionnent les pays riches ».

[On retrouve là tout le débat — qui n'en est plus un — sur le développement inégal, l'accaparement par les pays riches des matières premières à des prix trop bas, la vente de produits finis — en particulier des armements — à des prix trop hauts, les plans établis par des experts occidentaux et ne tenant pas compte des réalités. En un mot, ce que l'on appelle le néo-colonialisme.]

L'Unité - *« Et la révolution verte ? Il y a quelques années, la mise au point de céréales à haut rendement a fait crier au miracle. Les espoirs mis en elle ont-ils avorté ?*

René Dumont - Les céréales à haut rendement sont également des céréales à grandes exigences. Si les blés mis au point par Borlaugh au Mexique ont permis à ce pays de tripler sa production de blé, si dans l'ensemble la révolution verte du blé a réussi, il faut voir à quel prix. Au début de l'année, en Inde, on me racontait l'histoire suivante. Le propriétaire — haut fonctionnaire de New-Delhi — d'une ferme de 50 hectares la faisait cultiver par 25 familles de métayers. Ce n'est qu'un propriétaire parasitaire de type classique : il prélève la moitié de la récolte. Pensant qu'avec les nouveaux types de blé il gagnerait plus d'argent, il achète un tracteur, l'équipement, des semences. Sur les 25 familles, il en garde une dizaine — les plus travailleurs et les plus dociles. Les autres... Il réussit, triple sa production de blé, mais double ou triple le chômage. Et tous les propriétaires ayant fait de même, le chômage atteint en Inde des proportions effroyables. Sur les 560 millions d'Indiens, 50 à 60 millions sont chômeurs ou quasi-chômeurs. Une enquête officieuse du gouvernement indien annonce que « 60 % de la population rurale vit dans des conditions d'abjecte pauvreté. »

» Quant au riz, le problème est plus délicat. Les riz de l'Institut international de riziculture ont un rendement double des riz courants. Mais ils demandent le contrôle de l'eau et beaucoup d'engrais — en particulier azotés. Seuls les paysans riches peuvent espérer en tirer profit. Et Boerma a pu dire que la révolution verte avait eu comme résultat d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres. »

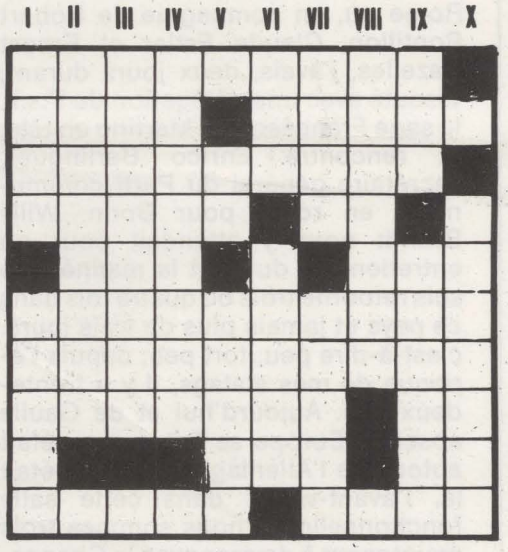
[Les statistiques de la F.a.o. montrent à quel point, dès qu'il s'agit d'un bilan général, les résultats de la révolution verte sont précaires. Pour le blé, l'écart entre les rendements — en quintaux à l'hectare — entre pays riches et pauvres demeure. De même pour le riz. C'est lorsque l'on fait la moyenne de production par habitant — ce qui ne veut pas dire que tous les habitants consomment cette moyenne — que l'on prend la mesure du problème. En 1970-71, la moyenne européenne était de 429,5 kilos contre 363,3 en 1961-65. En Afrique, 172,3 kilos en 1970-71 contre 168,5 en 1961-65. En Extrême-Orient (Chine exceptée), 216,9 kilos contre 207,1. Ces moyennes permettent à peine la survie, car il faut tenir compte des semences et de la nourriture pour animaux. Quant à la viande autant n'en point parler.]

L'Unité - *« Que faire ? Bien sûr, aider. Mais cela n'est pas suffisant.*

René Dumont - Le problème est politique. Il faudra des révoltes. Ce n'est pas à moi de dire quel genre de révolte et pour quoi faire. C'est aux habitants de ces pays de le décider. Nous sommes par contre responsables de la politique française. Si la politique de notre pays changeait, si le pillage du Tiers Monde — au moins pour notre part — cessait, ces pays seraient en mesure de pratiquer une politique économique différente. Mais il faudrait aussi les aider à ne plus singer notre type de civilisation. Au besoin, en la changeant nous-mêmes. »

GUY PERRIMOND

Mots croisés



PROBLEME N° 67

HORIZONTALEMENT :
1. Ne quitteras pas la terre des yeux. — 2. A l'état naturel. Ne fait parfois que passer. — 3. Commis de l'Etat. — 4. En Boétie. Direction. — 5. Finesse. Connue. — 6. Libres concurrences. — 7. Enfants de Victor. — 8. Femme au-dessus de l'homme. Terme musical. — 9. Emergence naturelle. Symbole chimique. — 10. Chose exquise. Animent la rue le soir.

VERTICALEMENT :
1. Transféra. Port allemand. — 2. Trouble qui dut affecter Jeanne d'Arc. — 3. Fait son pousse-café. — 4. Prises en charge par le pasteur. — 5. Initiales sacrées. Bois brûlé. — 6. En toile. Fille d'un prédécesseur de Giscard. — 7. Mènent à tout. Dramaturge norvégien. — 8. Dispersion d'une manifestation. — 9. Avant l'assaut. Organisation internationale. — 10. Abandon que la morale ne réprouve pas toujours.

SOLUTION DU PROBLEME N° 66

HORIZONTALEMENT : 1. Bruiteur. — 2. Astronome. — 3. BN. Ol. Sig (sigle). — 4. Economisée. — 5. Rot. Odeur. — 6. Cnémide. — 7. Ennemies. — 8. EET (Tée). Issues. — 9. Su. PTT. Rut. — 10. Risées. Té.

VERTICALEMENT : 1. Bercées. — 2. Rançonneur. — 3. Us. Otent. — 4. Iton. Me. PS. — 5. Trio. Imité. — 6. Eo. Modiste. — 7. Un. Idées. — 8. Rossé. Sûr. — 9. Mieux. Eut. 10. Léger. Este.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

Ma part de vérité

Mois de mai

DIMANCHE 27 MAI

Ce soir, le chauffeur de taxi qui me ramenait chez moi a regardé le ciel et m'a dit : « Gare, il pleuvra demain. » Je lui ai demandé le pourquoi de sa science. Il m'a répondu : « Je suis Portugais. On sait dans mon pays que mai est fou. » Place du Trocadéro, je suis allé sur la terrasse. La tour Montparnasse renvoyait sur Paris les feux du soleil couchant. Pas un nuage, pas un signe. J'ai rêvé un moment à ceux des mois de mai de ma propre vie dont j'ai gardé le souvenir. Aucun qui n'eût sa déchirure. La drôle de guerre qui, un 10 mai, cessa de rire. La mort de mon père un 5 mai. Longue à venir, la nuit l'avait emporté juste avant les premières blancheurs du jour. Un 28 mai, à Courville, sur la route de Chartres, l'ami au volant qui s'endort et la voiture à cent à l'heure qui s'enroule autour d'un tilleul. Laissons de côté la politique et sa boulimie de 13 mai. Il y a aussi les splendeurs, les joies aiguës, les bonheurs à la mode de mai. On a le nez dans l'herbe et on respire la vie qui monte de la terre. Les tulipes s'ouvrent à périr, tandis que les iris tirent encore fierté des giboulées d'avril. Les giroflées, qui ont pris racine entre deux pierres du mur, plaident pour l'existence de Dieu mieux qu'on ne fait à Notre-Dame. Le mai de Rome et le mai d'Amsterdam mêlent leurs ocres rouges. Il n'y a pas que les vaisseaux sur ces canaux à se sentir d'humeur vagabonde. La ville est une mer avec ses îles et ses ressacs. Une Volkswagen au port et nous voilà Christophe Colomb.

Le titre du dernier livre d'Ira Levin me donne le mot que je cherchais. Si mai est fou, c'est de vivre. Une pureté insoutenable.

LUNDI 28 MAI

Le Portugais avait raison. Il pleut. L'imperméable et le chapeau vont nous servir d'armure face aux seaux d'eau qu'un vent furieux nous jette en pleine figure. Cité Malesherbes, on s'affaire. Le congrès est la Pâque des socialistes. C'est là qu'on ressuscite tous les deux ans. En vue de Grenoble, on imprime à la hâte le texte des motions qui départageront saint Jean et saint Thomas. Il en est qui obéissent aux commandements du cœur. Il en est qui ont besoin de toucher du doigt pour se prouver que le Parti socialiste existe bien. Les uns sont le sel, les

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

autres le sucre : les premiers sont nécessaires, on ne se passerait pas des seconds. Depuis deux ans, on n'a guère eu le temps de s'arrêter pour regarder dans le miroir. Quelles rides nouvelles apparaîtront ? Le fin du fin de l'action politique consiste toujours à remonter aux sources pour atteindre la mer. Démarche ardue, on l'admettra.

Le texte qui, parmi cent soixante-dix autres, porte ma signature, je l'ai rédigé après mûre réflexion. Amendé, complété, il m'engage. Approuvé, il me permettra de poursuivre ma tâche. Sinon ? Eh bien, le Parti socialiste aura choisi d'entreprendre une nouvelle expérience. Un plant robuste n'a pas à craindre qu'on le taille. C'est affaire de bonne saison. Mais il faut l'œil du jardinier.

MARDI 29 MAI

Je surmonte en peinant les fatigues de la semaine. Ma difficulté est de briser le rythme auquel je suis soumis. Se reposer exige un tel effort que, le plus souvent, j'y renonce. L'habitude, ce confort mortel. Sitôt rentré de Rome où, en compagnie de Robert Pontillon, Claude Estier et Ernest Cazelles, j'avais, deux jours durant, discuté avec une délégation du P.s.i., le sage Francesco de Martino en tête, et rencontré Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste, en route pour Bonn. Willy Brandt nous y attendait pour un entretien qui durerait la matinée. Je suis retourné trois ou quatre fois dans ce pays et jamais plus de trois jours, c'est-à-dire peu, fort peu, depuis l'époque de mes stalags, il y a trente-deux ans. Aujourd'hui et de Gaulle absent, l'Europe se fait ou se défait autour de l'Allemagne. Brejnev était là, l'avant-veille, dans cette salle fonctionnelle où nous sommes trois maintenant à deviser avec le Chancelier, qu'assiste Egon Bahr. Nous parlons du Nixon Round. Willy Brandt est détendu. Cette Allemagne sereine, fille de Goethe et non de Wagner, a quelque chose d'athénien. Je dis au nom de mes amis en quoi elle nous inquiète. Revenue au rang des Empires, comment s'empêchera-t-elle d'employer leur langage et de nourrir leurs rêves ? L'Allemagne grandit à mesure que notre Europe rétrécit. Ce n'est pas sa faute, assurément. Par chance la présence de Willy Brandt et la maturité du S.p.d. conjureront longtemps le sort. Mais qu'en sera-t-il après les dernières retombées des bombes qu'en toute certitude Nixon lancera de Tokyo sur le monde atlantique ? Midi sonne. Il est temps de partir : 15 h, à Paris, Valéry Giscard d'Estaing montera à la tribune de l'Assemblée nationale pour lancer le débat économique et financier et je suis le premier des orateurs inscrits qui ont mission de lui répondre. Dans l'avion qui danse sur la crête des nuages, à huit mille mètres d'altitude, Emile Loo, Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement et moi échangeons notre impression. L'un de nous dit gravement : « Brandt a toujours choisi le camp des hommes libres. » Nous sommes alors restés silencieux. Nous habitait cette chaleur au cœur qui se nomme, je crois, dans les moments bénis, l'amitié.